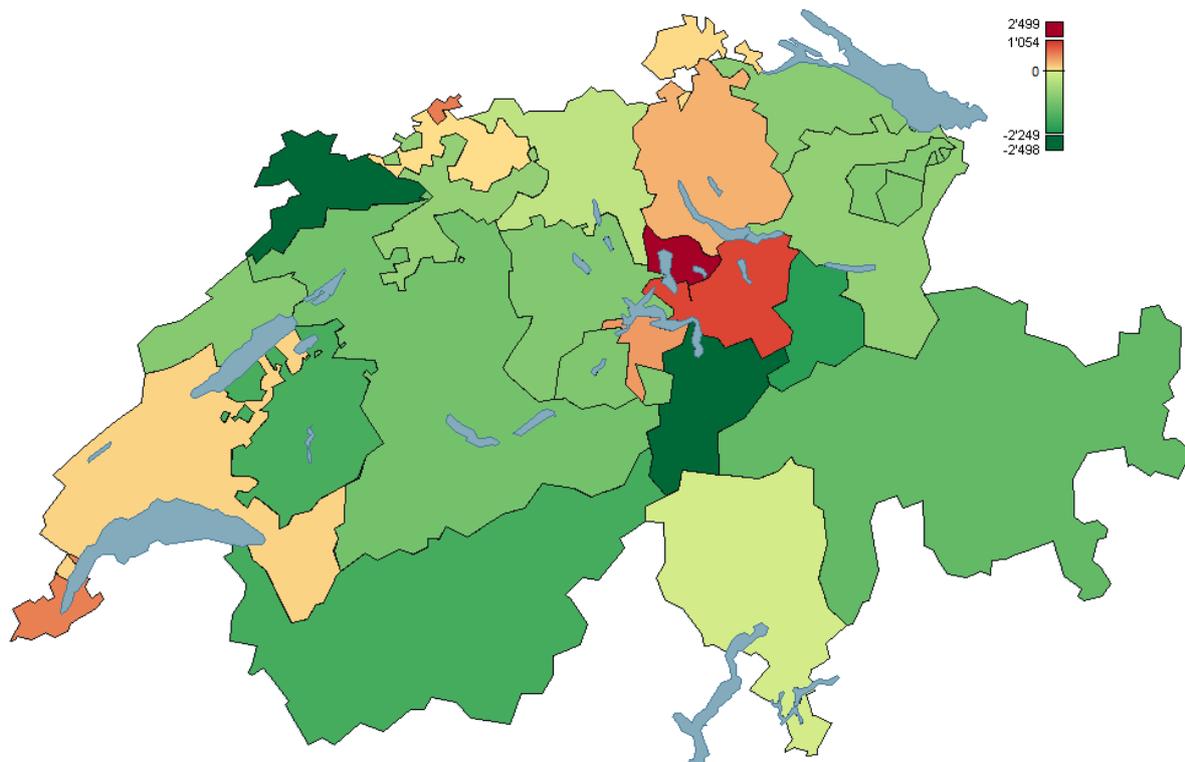




Péréquation financière entre la Confédération et les cantons

Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur en 2013



Paiements compensatoires nets en francs par habitant; péréquation financière pour 2013

Berne, le 22 juin 2012

Tableaux de données (Excel):

http://www.efv.admin.ch/f/dokumentation/finanzpolitik_grundlagen/finanzausgleich.php

Table des matières

| | | |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1 | Contexte | 3 |
| 1.1 | Bases légales | 3 |
| 1.2 | Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF) | 3 |
| 1.3 | Groupe technique chargé de l'assurance-qualité | 3 |
| 1.4 | Statut du présent rapport | 4 |
| 1.5 | Documents complémentaires sur Internet | 4 |
| 2 | Péréquation des ressources en 2013..... | 5 |
| 2.1 | Eléments constitutifs du potentiel de ressources en 2013..... | 5 |
| 2.1.1 | Revenu déterminant des personnes physiques en 2013 | 5 |
| 2.1.2 | Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2013..... | 8 |
| 2.1.3 | Fortunes déterminantes en 2013..... | 11 |
| 2.1.4 | Bénéfices déterminants des personnes morales en 2013 | 13 |
| 2.1.5 | Répartitions fiscales déterminantes en 2013..... | 17 |
| 2.2 | Potentiel de ressources et indice des ressources en 2013..... | 18 |
| 2.3 | Péréquation des ressources en 2013 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources.... | 21 |
| 2.4 | Mesures en cas de qualité insuffisante des données | 25 |
| 3 | Compensation des charges en 2013..... | 26 |
| 3.1 | Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG) | 26 |
| 3.2 | Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)..... | 30 |
| 3.2.1 | Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C) | 30 |
| 3.2.2 | Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)..... | 33 |
| 3.2.3 | Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques | 36 |
| 4 | Compensation des cas de rigueur en 2013..... | 37 |
| 5 | Corrections rétroactives des erreurs | 38 |
| 6 | Vue d'ensemble des paiements en 2013 | 39 |
| | Annexe 1: nouvelles données démographiques | 43 |
| | Annexe 2: rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)..... | 49 |

1 Contexte

1.1 Bases légales

La loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC)¹ est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Elle prévoit à son art. 5, al. 1, que le Parlement fixe les contributions de base à la péréquation des ressources et à la compensation des charges par périodes successives de quatre ans. En cours de période quadriennale, les dotations sont adaptées conformément aux dispositions de la PFCC (art. 5, al. 2, et art. 9, al. 2).

Le processus annuel de calcul des indices des ressources et des charges ainsi que des paiements compensatoires est décrit en détail dans le message du 8 décembre 2006 sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur (FF 2007 687 ss). Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité accompagne les travaux (art. 44 de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges [OPFCC]²).

1.2 Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)

En vertu de la PFCC et de l'OPFCC, le Contrôle fédéral des finances (CDF) joue également un rôle en matière d'assurance-qualité. Ainsi, afin d'assurer la qualité des données de base destinées aux paiements compensatoires, il a mené depuis 2008 des audits auprès des administrations fiscales cantonales. Durant la première période quadriennale 2008-2011, *tous* les cantons ont fait l'objet d'un audit. En 2012, le CDF a audité uniquement les données relatives à une sélection d'indicateurs de l'année fiscale 2009 livrées par les cantons du Tessin, de Genève, de Vaud, de Bâle-Ville, de Lucerne et de Thurgovie. En présence d'erreurs systématiques, l'audit a été étendu aux années fiscales 2007 et 2008 (cf. le rapport succinct de juin 2012 du CDF en *annexe*).

1.3 Groupe technique chargé de l'assurance-qualité

Ce groupe technique a été institué par le DFF (art. 44, al. 1, OPFCC). Il a notamment pour tâche d'examiner la situation et de discuter des éventuelles mesures à prendre en matière d'assurance-qualité avec le CDF. En outre, il se prononce sur les questions de méthode.

¹ RS 613.2; www.admin.ch/ch/f/rs/c613_2.html

² RS 613.21; www.admin.ch/ch/f/rs/c613_21.html

Pour respecter le calendrier relatif aux chiffres 2013, les calculs se sont fondés sur les données les plus récentes, soit celles disponibles au 31 mai 2012.

1.4 Statut du présent rapport

Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité a pris connaissance du présent rapport lors de la séance du 19 juin 2012 et l'a approuvé. Ce document présente les résultats des travaux consacrés par l'AFF et par le groupe technique au nouveau calcul des indices ainsi que des paiements compensatoires pour l'année de référence 2013.

Le présent rapport est conçu de manière à permettre de comparer les chiffres-clés jouant un *rôle central* pour l'année de paiement 2013 à ceux de l'année précédente. L'accent y est donc volontairement mis, par souci de clarté, sur les principaux résultats des nouveaux calculs. Les tableaux cités dans le rapport permettent également de comparer entre elles chacune des années de calcul (2007, 2008 et 2009) pour tous les éléments du potentiel de ressources. Cette remarque vaut par analogie pour la compensation des charges de la Confédération.

1.5 Documents complémentaires sur Internet

Toutes les bases de calcul (tableaux Excel) servant à déterminer les indices des ressources, les indices des charges et les paiements compensatoires sont téléchargeables sur Internet, pour aider les cantons à vérifier systématiquement la plausibilité de leurs données:

<http://www.efv.admin.ch> ► Documentation ► Politique budgétaire, Bases ► Péréquation financière.

La documentation publiée sur Internet fait partie intégrante du présent rapport.

Durée de l'audition

La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF) confirmera au DFF que les cantons ont pris connaissance des calculs et lui transmettra son avis concernant les propositions éventuelles des cantons **jusqu'au 28 septembre 2012** (FF 2007 689).

2 Péréquation des ressources en 2013

Remarque:

En raison de la correction rétroactive du facteur alpha (cf. ch. 2.1.3 et 5), tous les chiffres de l'année 2012 des Tableaux 4, 9, 10 et 11 ont été recalculés sur la base d'un facteur alpha de 0,8 %. Il s'ensuit que les différences entre 2012 et 2013 qui y sont présentées correspondent aux variations après correction de l'erreur concernant 2012. Il en résulte cependant des différences par rapport à certains chiffres de l'OPFCC (état le 1^{er} janvier 2012). Voir aussi le Tableau 20 de ce rapport.

Le potentiel de ressources en 2013 se base sur les années de calcul 2007, 2008 et 2009; il reflète ainsi la situation économique des cantons de 2007 à 2009. En ce qui concerne les données de base, le potentiel de ressources repose donc sur une moyenne de trois années, comme l'exige l'art. 3, al. 4, PFCC.

Dans les pages qui suivent, sont présentés d'abord les divers éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2013 (ch. 2.1.1 à 2.1.5), puis les potentiels de ressources et les indices des ressources en 2013 (ch. 2.2). Suit la péréquation des ressources en 2013, autrement dit les montants que chaque canton versera ou percevra (ch. 2.3). Enfin, le ch. 2.4 donne un aperçu des corrections opérées et des estimations effectuées.

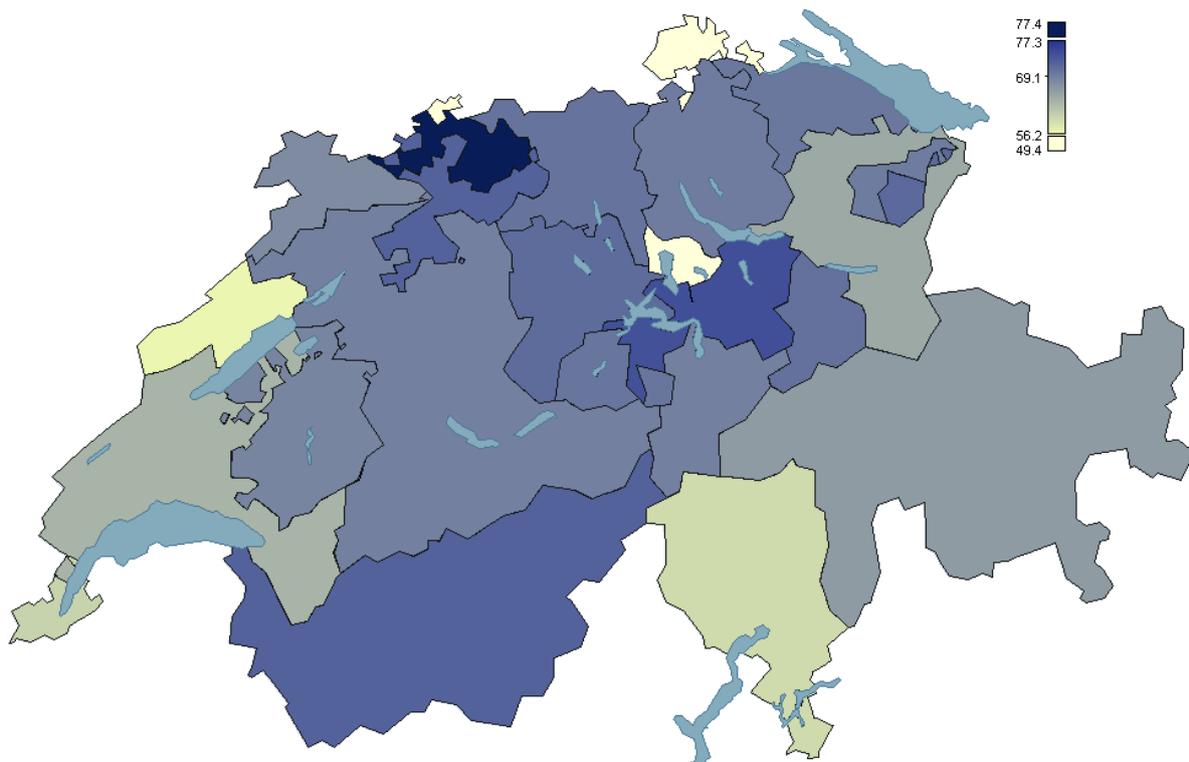
2.1 Eléments constitutifs du potentiel de ressources en 2013

2.1.1 Revenu déterminant des personnes physiques en 2013

Il n'a pas été nécessaire de procéder à des corrections ni à des estimations des revenus déterminants des personnes physiques pour l'année de référence 2013.

Quelque 66,3 % en moyenne du potentiel total de ressources provient, tous cantons confondus, des revenus déterminants des personnes physiques (cf. Tableau 8, p. 20). Il s'agit donc de la principale composante du potentiel de ressources. Sa part varie cependant considérablement d'un canton à l'autre, oscillant entre 49,4 % (BS) et 77,4 % (BL), comme le montrent la Figure 1 et le Tableau 8.

Figure 1 Part des revenus déterminants des personnes physiques au potentiel de ressources en 2013, en pour-cent



Le Tableau 1 présente les résultats pour l'année 2013 et une comparaison avec l'année 2012. Il en ressort que les revenus déterminants ont augmenté dans tous les cantons et affichent, sur le plan suisse, une hausse de 2,7 %. Les cantons présentant la plus forte augmentation sont ceux de Schwyz (+7,7 %), Appenzell Rh.-Int. (+5,3 %) et Zoug (+4,7 %).

Si l'on considère l'année de calcul 2009, on constate que par rapport à l'année précédente, les revenus déterminants ne se sont accrus que de 0,6 % à l'échelle nationale. Les cantons les plus dynamiques sont Schwyz (+5,9 %), Appenzell Rh.-Int. et Uri (chacun +4,9 %) et ceux ayant connu le plus fort recul Vaud (-2,4 %) et Zoug (-2,2 %).

Tableau 1 Revenu déterminant des personnes physiques en 2013 et comparaison avec 2012

Franchise 2007-2009: 29'200 francs

| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
|--------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | Modif. 09 par rapport à 08 | 2009 | | 2013 | | Modif. 2013 par rapport à 2012 | 2012 |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) |
| ZH | 33'239'621 | 25'127 | 1.0% | 34'207'091 | 25'388 | -1.7% | 34'123'203 | 24'965 | 33'856'638 | 25'160 | 2.4% | 24'569 |
| BE | 15'099'723 | 15'568 | -0.6% | 15'084'982 | 15'478 | 2.6% | 15'552'139 | 15'877 | 15'245'615 | 15'642 | 2.4% | 15'272 |
| LU | 5'933'915 | 16'395 | 1.0% | 6'065'955 | 16'554 | 3.2% | 6'340'116 | 17'092 | 6'113'329 | 16'684 | 2.7% | 16'237 |
| UR | 435'963 | 12'656 | -2.5% | 427'579 | 12'341 | 4.9% | 450'163 | 12'946 | 437'902 | 12'648 | 3.3% | 12'242 |
| SZ | 4'771'122 | 34'110 | 3.1% | 4'994'903 | 35'167 | 5.9% | 5'351'186 | 37'239 | 5'039'070 | 35'519 | 7.7% | 32'990 |
| OW | 588'441 | 17'417 | -0.3% | 592'626 | 17'360 | 2.3% | 615'750 | 17'762 | 598'939 | 17'515 | 3.0% | 16'999 |
| NW | 1'119'200 | 28'287 | 1.5% | 1'146'128 | 28'716 | -1.2% | 1'139'289 | 28'366 | 1'134'873 | 28'456 | 3.6% | 27'458 |
| GL | 533'202 | 14'019 | 0.6% | 538'495 | 14'110 | 0.8% | 544'002 | 14'219 | 538'566 | 14'116 | 2.9% | 13'718 |
| ZG | 4'344'588 | 39'922 | 4.2% | 4'591'107 | 41'590 | -2.2% | 4'522'711 | 40'690 | 4'486'135 | 40'738 | 4.7% | 38'921 |
| FR | 4'073'934 | 15'423 | -2.0% | 4'061'814 | 15'109 | 3.2% | 4'271'885 | 15'599 | 4'135'877 | 15'378 | 1.5% | 15'153 |
| SO | 4'257'645 | 17'099 | 0.1% | 4'288'401 | 17'113 | 3.1% | 4'449'153 | 17'650 | 4'331'733 | 17'288 | 2.5% | 16'872 |
| BS | 4'224'551 | 22'261 | 2.4% | 4'341'825 | 22'788 | 0.6% | 4'401'934 | 22'919 | 4'322'770 | 22'657 | 3.3% | 21'941 |
| BL | 6'246'017 | 23'372 | -0.8% | 6'244'609 | 23'193 | 1.9% | 6'404'586 | 23'622 | 6'298'404 | 23'396 | 1.6% | 23'022 |
| SH | 1'251'945 | 16'783 | -2.5% | 1'227'542 | 16'357 | 0.1% | 1'239'458 | 16'375 | 1'239'648 | 16'504 | 1.7% | 16'235 |
| AR | 876'494 | 16'745 | 2.5% | 901'633 | 17'168 | 2.4% | 925'874 | 17'575 | 901'334 | 17'164 | 3.4% | 16'605 |
| AI | 279'165 | 18'576 | -3.3% | 271'966 | 17'955 | 4.9% | 292'314 | 18'838 | 281'149 | 18'459 | 5.3% | 17'539 |
| SG | 7'163'197 | 15'377 | 0.5% | 7'265'321 | 15'449 | 0.8% | 7'386'921 | 15'574 | 7'271'813 | 15'467 | 2.5% | 15'083 |
| GR | 3'115'009 | 16'234 | 0.8% | 3'158'399 | 16'362 | 1.5% | 3'234'544 | 16'608 | 3'169'317 | 16'402 | 2.9% | 15'937 |
| AG | 10'967'985 | 18'950 | -0.8% | 11'039'096 | 18'791 | 1.4% | 11'366'272 | 19'046 | 11'124'451 | 18'929 | 1.9% | 18'578 |
| TG | 3'860'015 | 16'209 | 1.4% | 3'957'109 | 16'443 | 1.5% | 4'074'225 | 16'693 | 3'963'783 | 16'450 | 3.5% | 15'898 |
| TI | 5'888'564 | 17'973 | 1.0% | 6'018'308 | 18'149 | 3.0% | 6'234'367 | 18'690 | 6'047'079 | 18'273 | 3.2% | 17'712 |
| VD | 14'225'331 | 20'977 | 1.8% | 14'756'187 | 21'359 | -2.4% | 14'696'198 | 20'848 | 14'559'238 | 21'060 | 1.3% | 20'788 |
| VS | 4'469'005 | 15'051 | -1.2% | 4'474'522 | 14'863 | 2.9% | 4'669'383 | 15'301 | 4'537'637 | 15'073 | 2.3% | 14'731 |
| NE | 2'756'973 | 16'228 | -1.0% | 2'749'137 | 16'068 | -1.6% | 2'723'158 | 15'808 | 2'743'089 | 16'034 | 0.6% | 15'938 |
| GE | 11'884'799 | 26'904 | 0.4% | 12'073'946 | 27'014 | 0.2% | 12'278'279 | 27'064 | 12'079'008 | 26'994 | 3.6% | 26'057 |
| JU | 887'695 | 13'010 | -1.1% | 881'585 | 12'870 | 0.8% | 891'269 | 12'972 | 886'850 | 12'951 | 1.6% | 12'744 |
| Total | 152'494'097 | 20'016 | 0.7% | 155'360'263 | 20'148 | 0.6% | 158'178'380 | 20'276 | 155'344'246 | 20'148 | 2.7% | 19'624 |

2.1.2 Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2013

Des accords bilatéraux sur l'imposition des frontaliers ont été conclus avec tous les pays voisins. Le Tableau 3a présente séparément les revenus déterminants pour l'imposition à la source selon chacun des accords en vigueur.

Il ressort en outre du Tableau 3b que les revenus déterminants pour l'imposition à la source du *canton des Grisons* ont dû faire l'objet d'une estimation pour l'année de calcul 2007. Conformément à l'OPFCC, annexe 16, l'assiette fiscale agrégée (AFA) a été déterminée par la prise en compte de la limite supérieure de l'intervalle de confiance à 95 %. Le Tableau 2 présente les résultats de l'estimation. Pour les années de calcul 2008 et 2009, le canton a pu livrer correctement les données concernées.

Tableau 2 Estimation des revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2007, canton des Grisons

en milliers de francs

| | <i>Année de calcul</i> | 2007 |
|---------------------------------------------------------------|------------------------|----------------|
| Limite supérieure de l'intervalle de confiance à 95 %* | | 309'637 |
| Valeur estimée | | 260'530 |
| Limite inférieure de l'intervalle de confiance à 95 % | | 211'422 |

* Pour déterminer l'AFA du canton, on a pris en compte le revenu déterminant imposé à la source à la limite supérieure de l'intervalle de confiance à 95 %.

Pour des raisons liées à sa solution informatique, le *canton du Jura* n'a pas été en mesure de livrer les données sur les salaires bruts d'une partie des assujettis – les résidents imposés à la source – pour les périodes fiscales 2007 et 2008. C'est pourquoi les salaires bruts des résidents imposés à la source ont été calculés par extrapolation, selon la même méthode que lors des années précédentes. Les données de l'année de calcul 2009 ont en revanche été livrées correctement.

Comme le montre le Tableau 3b, les revenus déterminants pour l'imposition à la source ont augmenté dans tous les cantons. Dans sept d'entre eux, ils affichent même une hausse dépassant 10 %, imputable principalement à la catégorie des «étrangers résidents et des conseils d'administration étrangers». En moyenne cantonale, une part de 4,3 % du potentiel de ressources provient des revenus déterminants pour l'imposition à la source, les valeurs par canton se situant entre 1,5 % (NW) et 9,6 % (GE) (cf. Tableau 8).

Tableau 3a Calcul des revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2013

| Calcul des revenus déterminants pour l'imposition à la source | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------------------|----------------|------------------------------------------|--------------------------------|----------------|--------------------|--------------|
| <i>en milliers de francs</i> | | | | | | | | | |
| | Etrangers établis dans la région et conseillers d'administration étrangers | | Frontaliers assujettis de manière limitée | | | | | Somme par habitant | |
| | Frontaliers imposés entièrement | | autrichiens | allemands | français imposés par le canton de Genève | français imposés par la France | italiens | Somme | (en francs) |
| ZH | 1'544'052 | 13'246 | 0 | 49'574 | 0 | 0 | 0 | 1'606'871 | 1'194 |
| BE | 538'263 | 16'597 | 558 | 1'049 | 0 | 12'039 | 0 | 568'505 | 583 |
| LU | 237'476 | 216 | 0 | 456 | 0 | 0 | 0 | 238'148 | 650 |
| UR | 24'685 | 0 | 1'938 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26'623 | 769 |
| SZ | 91'268 | 22'589 | 1'450 | 194 | 0 | 0 | 0 | 115'502 | 814 |
| OW | 25'411 | 275 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25'689 | 751 |
| NW | 22'047 | 115 | 554 | 4 | 0 | 0 | 0 | 22'720 | 570 |
| GL | 25'740 | 36 | 55 | 4 | 0 | 0 | 0 | 25'834 | 677 |
| ZG | 187'801 | 3'897 | 1'551 | 440 | 0 | 0 | 0 | 193'689 | 1'759 |
| FR | 177'577 | 0 | 804 | 0 | 0 | 0 | 0 | 178'380 | 663 |
| SO | 130'271 | 2'597 | 186 | 3'635 | 0 | 9'736 | 0 | 146'425 | 584 |
| BS | 253'330 | 36'364 | 103 | 145'130 | 0 | 183'563 | 0 | 618'490 | 3'242 |
| BL | 139'340 | 20'264 | 125 | 65'836 | 0 | 111'009 | 0 | 336'573 | 1'250 |
| SH | 89'260 | 5'612 | 61 | 37'703 | 0 | 0 | 0 | 132'637 | 1'766 |
| AR | 33'174 | 571 | 3'101 | 377 | 0 | 0 | 0 | 37'223 | 709 |
| AI | 6'790 | 449 | 800 | 77 | 0 | 0 | 0 | 8'117 | 533 |
| SG | 306'158 | 13'666 | 109'609 | 7'346 | 0 | 0 | 0 | 436'779 | 929 |
| GR * | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 337'417 | 1'746 |
| AG | 366'651 | 40'145 | 179 | 83'946 | 0 | 0 | 0 | 490'921 | 835 |
| TG | 174'704 | 7'673 | 4'465 | 27'023 | 0 | 0 | 0 | 213'865 | 888 |
| TI | 253'559 | 70'309 | 1'562 | 0 | 0 | 0 | 405'228 | 730'658 | 2'208 |
| VD | 870'351 | 0 | 0 | 0 | 0 | 162'407 | 0 | 1'032'758 | 1'494 |
| VS | 320'926 | 1'402 | 0 | 34 | 0 | 7'552 | 7'919 | 337'833 | 1'122 |
| NE | 111'190 | 2'683 | 0 | 4 | 0 | 80'700 | 0 | 194'578 | 1'137 |
| GE | 687'095 | 25'788 | 78 | 0 | 1'210'656 | 0 | 0 | 1'923'617 | 4'299 |
| JU ** | 26'559 | 981 | 0 | 58 | 0 | 44'651 | 0 | 72'249 | 1'055 |
| Total | 6'829'218 | 323'340 | 130'556 | 422'892 | 1'210'656 | 611'655 | 420'570 | 10'052'099 | 1'304 |

* Valeurs estimées pour le canton des Grisons pour 2007 (cf. ch. 2.4 du présent rapport). La somme correspond à la moyenne des corrections de l'année de calcul 2007 ainsi qu'aux valeurs livrées pour 2008 et 2009.

** Pour le canton du Jura, les salaires bruts 2007 et 2008 des résidents ont été corrigés faute de données disponibles (cf. ch. 2.4 du présent rapport).

Tableau 3b Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2013 et comparaison avec 2012

| Revenus déterminants pour l'imposition à la source | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | Modif. 09 par rapport à 08 | 2009 | | 2013 | | Modif. 2013 par rapport à 2012 | 2012 |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) |
| ZH | 1'482'139 | 1'120 | 6.2% | 1'603'206 | 1'190 | 6.7% | 1'735'269 | 1'270 | 1'606'871 | 1'194 | 6.7% | 1'119 |
| BE | 519'648 | 536 | 8.5% | 566'725 | 582 | 8.7% | 619'143 | 632 | 568'505 | 583 | 9.7% | 532 |
| LU | 225'614 | 623 | 3.4% | 236'231 | 645 | 5.6% | 252'600 | 681 | 238'148 | 650 | 7.2% | 606 |
| UR | 22'274 | 647 | 10.3% | 24'705 | 713 | 32.7% | 32'889 | 946 | 26'623 | 769 | 18.3% | 650 |
| SZ | 122'006 | 872 | -8.8% | 112'970 | 795 | -2.4% | 111'529 | 776 | 115'502 | 814 | 6.1% | 767 |
| OW | 25'312 | 749 | -3.6% | 24'663 | 722 | 8.2% | 27'092 | 781 | 25'689 | 751 | 4.4% | 720 |
| NW | 22'032 | 557 | -0.2% | 22'180 | 556 | 7.3% | 23'948 | 596 | 22'720 | 570 | 2.3% | 557 |
| GL | 24'353 | 640 | 5.3% | 25'728 | 674 | 6.3% | 27'422 | 717 | 25'834 | 677 | 17.0% | 579 |
| ZG | 169'958 | 1'562 | 18.5% | 204'253 | 1'850 | 0.6% | 206'858 | 1'861 | 193'689 | 1'759 | 13.1% | 1'555 |
| FR | 170'745 | 646 | -0.2% | 173'431 | 645 | 8.1% | 190'964 | 697 | 178'380 | 663 | 5.7% | 627 |
| SO | 130'860 | 526 | 12.1% | 147'646 | 589 | 8.2% | 160'768 | 638 | 146'425 | 584 | 11.9% | 522 |
| BS | 592'886 | 3'124 | 0.8% | 600'218 | 3'150 | 9.5% | 662'364 | 3'449 | 618'490 | 3'242 | 2.6% | 3'161 |
| BL | 314'883 | 1'178 | 6.5% | 337'879 | 1'255 | 4.9% | 356'958 | 1'317 | 336'573 | 1'250 | 4.1% | 1'201 |
| SH | 121'041 | 1'623 | 8.6% | 132'253 | 1'762 | 8.4% | 144'616 | 1'911 | 132'637 | 1'766 | 8.2% | 1'632 |
| AR | 33'320 | 637 | 10.9% | 37'081 | 706 | 10.9% | 41'267 | 783 | 37'223 | 709 | 12.7% | 629 |
| AI | 7'683 | 511 | 6.5% | 8'249 | 545 | -0.4% | 8'418 | 543 | 8'117 | 533 | 6.4% | 501 |
| SG | 405'081 | 870 | 8.6% | 444'193 | 945 | 2.9% | 461'063 | 972 | 436'779 | 929 | 7.2% | 867 |
| GR * | 309'637 | 1'614 | 8.0% | 336'457 | 1'743 | 7.9% | 366'156 | 1'880 | 337'417 | 1'746 | 7.4% | 1'626 |
| AG | 449'790 | 777 | 3.6% | 473'107 | 805 | 14.4% | 549'865 | 921 | 490'921 | 835 | 8.6% | 769 |
| TG | 192'116 | 807 | 9.7% | 212'920 | 885 | 9.5% | 236'558 | 969 | 213'865 | 888 | 11.5% | 796 |
| TI | 680'140 | 2'076 | 5.3% | 724'732 | 2'186 | 8.0% | 787'102 | 2'360 | 730'658 | 2'208 | 4.3% | 2'117 |
| VD | 891'720 | 1'315 | 8.6% | 987'027 | 1'429 | 21.1% | 1'219'527 | 1'730 | 1'032'758 | 1'494 | 14.0% | 1'310 |
| VS | 310'309 | 1'045 | 6.8% | 336'163 | 1'117 | 7.7% | 367'026 | 1'203 | 337'833 | 1'122 | 7.9% | 1'040 |
| NE | 163'663 | 963 | 16.8% | 192'548 | 1'125 | 17.4% | 227'522 | 1'321 | 194'578 | 1'137 | 4.2% | 1'092 |
| GE | 1'773'073 | 4'014 | 6.4% | 1'908'230 | 4'269 | 7.9% | 2'089'547 | 4'606 | 1'923'617 | 4'299 | 9.3% | 3'933 |
| JU ** | 68'962 | 1'011 | 9.8% | 75'979 | 1'109 | -5.8% | 71'806 | 1'045 | 72'249 | 1'055 | 2.2% | 1'033 |
| Total | 9'229'246 | 1'211 | 6.5% | 9'948'774 | 1'290 | 9.1% | 10'978'277 | 1'407 | 10'052'099 | 1'304 | 8.0% | 1'207 |

* Valeurs estimées pour le canton des Grisons (2007; voir chiffre 2.4 de présent rapport).

** Dans le canton du Jura, les salaires bruts 2007 et 2008 des résidents ont été corrigés faute de données disponibles (voir chiffre 2.4 de présent rapport).

2.1.3 Fortunes déterminantes en 2013

Selon l'art. 13, al. 4, OPFCC, le facteur alpha doit être recalculé pour chaque période de quatre ans. Grâce à ce facteur, le potentiel de ressources tient compte non pas de la fortune nette totale des personnes physiques, mais seulement de son augmentation de valeur moyenne. Lors de la première période de quatre ans, le facteur alpha s'élevait à 1,2 %. Pour la deuxième période quadriennale, on a appliqué pour l'année de référence 2012 un facteur alpha de 0,7 %, qui s'est toutefois révélé erroné, la valeur effective étant de 0,8 %. Le chapitre 5 revient plus en détail sur cette erreur. Pour l'année de référence 2013, on applique donc un facteur alpha de 0,8 %, valable pour toutes les années de calcul. L'erreur est en outre corrigée rétroactivement pour 2012. Les résultats sont présentés en détail dans le Tableau 4. Les valeurs de 2012 ayant été recalculées sur la base d'un facteur alpha de 0,8 %, les différences présentées ne découlent que des variations effectives des fortunes.

Dans le rapport de révision du CDF ci-inclus (Examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons, p. 10 et 11), il a été proposé que l'AFC demande au canton de Vaud une livraison supplémentaire de la fortune des personnes physiques pour l'année de calcul 2007. En effet, un montant de l'ordre de grandeur de 1,6 Mrd de Francs n'aurait pas été annoncé. Le CDF s'appuie d'une part sur le rapport du contrôle financier cantonal et d'autre part sur l'examen d'une entreprise de conseil externe, qui avait été mandatée par le canton de Vaud pour enquêter sur la livraison des données du Canton. Cette entreprise est arrivée à la conclusion que les différences entre son enquête et la livraison de jadis des données sur la fortune pourraient probablement être attribuées au fait que, au moment de l'enquête, la banque de données ne se trouvait plus dans le même état que lors de l'extraction des données. A ce jour, les causes exactes de ces différences ne sont plus élucidables. Sur la demande de l'AFC, le canton de Vaud a confirmé explicitement l'exactitude des données de 2007 (ainsi que de 2006). Dans ces circonstances, l'AFC recommande au groupe technique d'assurance-qualité de renoncer à une livraison supplémentaire. Le groupe technique a adopté cette proposition.

Par rapport à l'année précédente, les fortunes ont augmenté dans 22 cantons, celui de Schwyz affichant de loin la plus forte croissance (+14,0 %). Le recul le plus important (-1,1 %) a été enregistré dans le canton de Neuchâtel.

Tous cantons confondus, les fortunes déterminantes représentent 4,6 % du potentiel de ressources (cf. Tableau 8).

Tableau 4 Fortune déterminante des personnes physiques en 2013 et comparaison avec 2012

Facteur alpha = 0,8 %

| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
|--------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | Modif. 09 par rapport à 08 | 2009 | | 2013 | | Modif. 2013 par rapport à 2012 | 2012* |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) |
| ZH | 2'563'772 | 1'938 | -10.2% | 2'345'475 | 1'741 | 10.7% | 2'633'813 | 1'927 | 2'514'353 | 1'868 | 0.8% | 1'853 |
| BE | 1'187'074 | 1'224 | -7.6% | 1'101'652 | 1'130 | 5.3% | 1'165'801 | 1'190 | 1'151'509 | 1'181 | 1.7% | 1'162 |
| LU | 412'880 | 1'141 | -2.2% | 408'928 | 1'116 | 6.8% | 442'182 | 1'192 | 421'330 | 1'150 | 2.8% | 1'119 |
| UR | 31'796 | 923 | -3.6% | 30'844 | 890 | 7.1% | 33'161 | 954 | 31'934 | 922 | 2.0% | 904 |
| SZ | 575'265 | 4'113 | -16.5% | 487'894 | 3'435 | 22.6% | 604'964 | 4'210 | 556'041 | 3'919 | 14.0% | 3'438 |
| OW | 48'796 | 1'444 | 0.5% | 49'531 | 1'451 | 8.5% | 54'575 | 1'574 | 50'967 | 1'490 | 6.1% | 1'404 |
| NW | 164'722 | 4'163 | -4.7% | 158'275 | 3'965 | 12.4% | 178'952 | 4'456 | 167'316 | 4'195 | 4.8% | 4'003 |
| GL | 48'008 | 1'262 | -7.3% | 44'676 | 1'171 | 6.3% | 47'596 | 1'244 | 46'760 | 1'226 | -0.7% | 1'234 |
| ZG | 339'674 | 3'121 | -8.0% | 316'982 | 2'871 | 7.3% | 342'467 | 3'081 | 333'041 | 3'024 | 1.9% | 2'968 |
| FR | 190'752 | 722 | -4.9% | 184'643 | 687 | 2.7% | 193'249 | 706 | 189'548 | 705 | 0.2% | 704 |
| SO | 175'182 | 704 | -7.0% | 164'023 | 655 | 1.8% | 168'016 | 667 | 169'074 | 675 | 0.1% | 674 |
| BS | 374'427 | 1'973 | -10.4% | 336'745 | 1'767 | 6.3% | 360'903 | 1'879 | 357'359 | 1'873 | -0.8% | 1'887 |
| BL | 291'709 | 1'092 | -10.0% | 264'544 | 983 | 6.7% | 284'319 | 1'049 | 280'191 | 1'041 | -0.8% | 1'050 |
| SH | 85'512 | 1'146 | -8.9% | 78'361 | 1'044 | 6.8% | 84'376 | 1'115 | 82'750 | 1'102 | 0.7% | 1'094 |
| AR | 84'417 | 1'613 | -1.3% | 83'576 | 1'591 | 5.5% | 88'474 | 1'679 | 85'489 | 1'628 | 1.9% | 1'598 |
| AI | 27'563 | 1'834 | -2.7% | 27'027 | 1'784 | 5.6% | 29'237 | 1'884 | 27'942 | 1'835 | 2.8% | 1'785 |
| SG | 626'610 | 1'345 | -6.4% | 592'111 | 1'259 | 5.3% | 629'103 | 1'326 | 615'941 | 1'310 | 0.8% | 1'300 |
| GR | 318'231 | 1'659 | 1.2% | 323'874 | 1'678 | 6.2% | 346'890 | 1'781 | 329'665 | 1'706 | 4.0% | 1'640 |
| AG | 667'330 | 1'153 | 1.6% | 687'862 | 1'171 | 6.0% | 740'943 | 1'242 | 698'711 | 1'189 | 2.7% | 1'157 |
| TG | 298'777 | 1'255 | -3.5% | 291'307 | 1'210 | 7.6% | 317'853 | 1'302 | 302'646 | 1'256 | 3.5% | 1'214 |
| TI | 338'130 | 1'032 | 5.5% | 361'031 | 1'089 | 2.6% | 372'551 | 1'117 | 357'237 | 1'079 | 5.2% | 1'026 |
| VD | 826'782 | 1'219 | -2.4% | 822'483 | 1'191 | 3.1% | 864'893 | 1'227 | 838'053 | 1'212 | 3.3% | 1'174 |
| VS | 296'407 | 998 | -2.8% | 292'034 | 970 | 1.8% | 301'427 | 988 | 296'623 | 985 | 0.7% | 978 |
| NE | 130'064 | 766 | -6.3% | 122'781 | 718 | 2.0% | 126'084 | 732 | 126'310 | 738 | -1.1% | 747 |
| GE | 638'273 | 1'445 | -5.1% | 612'910 | 1'371 | 2.7% | 638'855 | 1'408 | 630'013 | 1'408 | 5.0% | 1'341 |
| JU | 42'725 | 626 | -0.8% | 42'538 | 621 | 2.1% | 43'561 | 634 | 42'941 | 627 | 2.3% | 613 |
| Total | 10'784'879 | 1'416 | -6.3% | 10'232'108 | 1'327 | 7.2% | 11'094'246 | 1'422 | 10'703'744 | 1'388 | 2.5% | 1'355 |

* 2012 avec alpha = 0,8%

2.1.4 Bénéfices déterminants des personnes morales en 2013

Les bénéfices déterminants des personnes morales représentent environ un quart du potentiel de ressources. En vertu de la loi du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)³, les cantons imposent à un taux réduit les bénéfices réalisés à l'étranger par les sociétés à statut fiscal spécial. Cet élément est pris en compte dans le calcul du potentiel de ressources. Pour cette raison, nous présentons deux tableaux, le Tableau 6a pour les bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial et le Tableau 6b pour les bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial.

Les bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial sont pondérés à l'aide de facteurs bêta. Ces facteurs, identiques pour tous les cantons, servent à calculer le potentiel fiscalement exploitable. Selon l'art. 19, al. 3, OPFCC, les facteurs bêta sont fixés pour une période péréquative de quatre ans.

Tableau 5: Facteurs bêta de la deuxième période quadriennale

| | Statut | 2012 - 2015 | | Total |
|----------------------|--------|-----------------|-----------------------|--------------|
| | | Facteur de base | Facteur de majoration | |
| Sociétés holding | 2 | 0.0% | 2.7% | 2.7% |
| Sociétés de domicile | 3 | 6.2% | 2.6% | 8.8% |
| Sociétés mixtes | 4 | 10.0% | 2.5% | 12.5% |

Dans le cas des sociétés holding, le facteur de base est 0. Pour les sociétés de domicile et les sociétés mixtes, le facteur de base correspond dans chaque cas au premier quartile des parts imposables des autres recettes de source étrangère des personnes morales de toute la Suisse assujetties en vertu de l'art. 28, al. 3 ou 4, LHID. Quant à la base de calcul, il s'agit des années de calcul 2003 à 2007. Outre le facteur de base, un facteur de majoration intervient. Ce facteur tient compte du fait que les cantons ont droit à une part de 17 % de l'impôt fédéral direct, assimilable à des recettes fiscales propres. Les calculs correspondants sont définis dans l'OPFCC, annexe 6.

Les bénéfices des personnes morales sont très volatils. Ainsi, après le recul de 12,6 % enregistré sur le plan suisse entre les années de calcul 2007 et 2008 en raison de la crise financière, les bénéfices soumis à taxation ordinaire se sont repris, augmentant de 3,4 %

³ RS 642.14

entre 2008 et 2009. En particulier les cantons de Zurich, de Berne, de Schwyz et de Bâle-Ville, où le recul avait atteint 24 % ou plus entre 2007 et 2008, affichent une progression de 8 à 15 % entre 2008 et 2009 (cf. Tableau 6a).

Dans la plupart des cantons, le nombre de personnes morales bénéficiant d'un statut fiscal spécial est peu élevé, de sorte qu'une seule société peut être à l'origine d'importantes variations de pourcentage. Le Tableau 6b présente ces différences. S'agissant de Bâle-Campagne, la forte croissance s'explique par une livraison complémentaire de données pour les années 2007 et 2008, qui s'est répercutée sur les bénéficiaires déterminants.

Lors de l'audition relative à la modification de la PFCC en automne 2011, l'AFF avait proposé d'introduire un facteur epsilon visant à tenir compte de l'exploitabilité fiscale limitée des sociétés à statut fiscal spécial faisant l'objet d'une taxation provisoire. De nombreux cantons ayant critiqué ce nouveau facteur, l'AFF a finalement renoncé à cette disposition, non sans annoncer qu'elle proposerait de nouveau l'adoption d'un tel facteur après un examen plus approfondi de la situation.

L'AFF est cependant arrivée à la conclusion qu'il serait arbitraire de fixer un paramètre epsilon présentant une valeur autre que celle de 0,3 proposée l'an dernier. C'est pourquoi, compte tenu également du fait que la part des entreprises concernées par cette disposition a beaucoup diminué ces dernières années, elle entend renoncer à introduire un facteur epsilon. Les sociétés à statut fiscal spécial taxées à titre provisoire continueront par conséquent à être traitées de la même manière que celles ne bénéficiant pas d'un statut fiscal spécial ($\beta = 1$).

Tableau 6a Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial en 2013 et comparaison avec 2012

| | Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial | | | | | | | | | | | |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------|-----------------------|--------------------------------|-------------------------------|----------------------|--------------|----------------------|--------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2007 | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | Modif. 09 par rapport à 08 | 2009 | 2013 | Modif. 2013 par rapport à 2012 | 2012 | | | | |
| en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) | |
| ZH | 12'595'647 | 9'522 | -30.3% | 8'947'209 | 6'641 | 15.2% | 10'458'083 | 7'651 | 10'666'979 | 7'927 | -11.6% | 8'971 |
| BE | 5'841'700 | 6'023 | -24.6% | 4'428'303 | 4'544 | 12.1% | 4'990'345 | 5'095 | 5'086'783 | 5'219 | -3.1% | 5'385 |
| LU | 1'610'501 | 4'450 | -0.5% | 1'622'624 | 4'428 | 3.2% | 1'695'708 | 4'571 | 1'642'944 | 4'484 | 3.8% | 4'318 |
| UR | 134'457 | 3'903 | -5.6% | 127'631 | 3'684 | -2.0% | 125'541 | 3'610 | 129'209 | 3'732 | 5.3% | 3'545 |
| SZ | 988'442 | 7'067 | -24.4% | 758'677 | 5'342 | 8.1% | 829'728 | 5'774 | 858'949 | 6'055 | 0.8% | 6'004 |
| OW | 148'055 | 4'382 | 4.4% | 156'109 | 4'573 | 21.2% | 192'141 | 5'542 | 165'435 | 4'838 | 2.8% | 4'706 |
| NW | 176'858 | 4'470 | 7.8% | 192'271 | 4'817 | -5.0% | 183'847 | 4'577 | 184'326 | 4'622 | 4.7% | 4'416 |
| GL | 123'514 | 3'247 | 2.4% | 126'919 | 3'326 | -1.6% | 125'169 | 3'272 | 125'201 | 3'282 | 5.9% | 3'098 |
| ZG | 1'868'773 | 17'172 | 0.3% | 1'901'055 | 17'221 | -0.8% | 1'899'608 | 17'090 | 1'889'812 | 17'161 | 3.1% | 16'643 |
| FR | 1'041'154 | 3'942 | 14.3% | 1'211'307 | 4'506 | 24.1% | 1'530'843 | 5'590 | 1'261'101 | 4'689 | 15.2% | 4'070 |
| SO | 1'443'353 | 5'796 | -16.9% | 1'207'575 | 4'819 | 4.5% | 1'269'617 | 5'037 | 1'306'848 | 5'216 | -3.5% | 5'403 |
| BS | 2'003'592 | 10'558 | -32.3% | 1'362'204 | 7'150 | 14.1% | 1'567'442 | 8'161 | 1'644'413 | 8'619 | 3.4% | 8'337 |
| BL | 940'250 | 3'518 | 12.7% | 1'067'987 | 3'967 | 6.6% | 1'145'975 | 4'227 | 1'051'404 | 3'906 | -17.1% | 4'712 |
| SH | 543'293 | 7'283 | 8.3% | 591'840 | 7'886 | 17.6% | 702'173 | 9'277 | 612'435 | 8'154 | 14.2% | 7'138 |
| AR | 222'074 | 4'243 | 22.9% | 273'914 | 5'216 | 8.9% | 299'230 | 5'680 | 265'073 | 5'048 | 13.0% | 4'467 |
| AI | 64'708 | 4'306 | 19.4% | 77'860 | 5'140 | -17.4% | 65'920 | 4'248 | 69'496 | 4'563 | 2.9% | 4'436 |
| SG | 2'593'885 | 5'568 | 5.5% | 2'761'433 | 5'872 | -7.0% | 2'590'574 | 5'462 | 2'648'631 | 5'634 | 8.9% | 5'173 |
| GR | 656'856 | 3'423 | 44.7% | 956'014 | 4'953 | -21.8% | 754'454 | 3'874 | 789'108 | 4'084 | 1.2% | 4'036 |
| AG | 3'328'322 | 5'750 | -5.7% | 3'185'900 | 5'423 | 16.8% | 3'781'144 | 6'336 | 3'431'789 | 5'840 | 7.9% | 5'411 |
| TG | 1'244'477 | 5'226 | -6.8% | 1'171'972 | 4'870 | -10.0% | 1'069'870 | 4'383 | 1'162'106 | 4'823 | -0.6% | 4'854 |
| TI | 2'644'719 | 8'072 | -10.0% | 2'410'039 | 7'268 | 8.4% | 2'627'288 | 7'876 | 2'560'682 | 7'738 | 4.7% | 7'390 |
| VD | 4'090'681 | 6'032 | -2.1% | 4'080'431 | 5'906 | -3.2% | 4'031'372 | 5'719 | 4'067'495 | 5'884 | 5.5% | 5'575 |
| VS | 850'452 | 2'864 | 19.6% | 1'031'678 | 3'427 | 0.4% | 1'050'098 | 3'441 | 977'409 | 3'247 | 10.3% | 2'944 |
| NE | 1'654'081 | 9'736 | -2.6% | 1'622'022 | 9'480 | -42.2% | 944'073 | 5'480 | 1'406'725 | 8'222 | -11.0% | 9'243 |
| GE | 4'690'113 | 10'617 | -10.3% | 4'255'454 | 9'521 | -13.5% | 3'735'598 | 8'234 | 4'227'055 | 9'447 | -11.4% | 10'667 |
| JU | 309'520 | 4'536 | -7.8% | 286'459 | 4'182 | -12.9% | 250'280 | 3'643 | 282'086 | 4'119 | -3.4% | 4'265 |
| Total | 51'809'476 | 6'800 | -12.6% | 45'814'885 | 5'941 | 3.4% | 47'916'121 | 6'142 | 48'513'494 | 6'292 | -2.4% | 6'445 |

Tableau 6b Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial en 2013 et comparaison avec 2012

| | Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial | | | | | | | | | | | |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | Modif. 09 par rapport à 08 | 2009 | | 2013 | | Modif. 2013 par rapport à 2012 | 2012 |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) |
| ZH | 579'421 | 438 | -24.0% | 448'505 | 333 | 30.7% | 594'843 | 435 | 540'923 | 402 | 2.8% | 391 |
| BE | 79'409 | 82 | 163.6% | 210'319 | 216 | -25.4% | 157'786 | 161 | 149'171 | 153 | 3.8% | 147 |
| LU | 148'442 | 410 | -15.9% | 126'349 | 345 | 18.2% | 151'151 | 407 | 141'981 | 387 | -5.2% | 409 |
| UR | 4'280 | 124 | -82.1% | 773 | 22 | 61.3% | 1'251 | 36 | 2'101 | 61 | -8.6% | 66 |
| SZ | 256'323 | 1'833 | -27.3% | 189'114 | 1'331 | -3.9% | 183'795 | 1'279 | 209'744 | 1'478 | -8.2% | 1'611 |
| OW | 17'191 | 509 | -75.5% | 4'249 | 124 | 0.1% | 4'319 | 125 | 8'586 | 251 | 6.9% | 235 |
| NW | 20'476 | 518 | -36.9% | 13'034 | 327 | 28.6% | 16'863 | 420 | 16'791 | 421 | -10.4% | 470 |
| GL | 36'524 | 960 | -70.7% | 10'749 | 282 | 34.7% | 14'514 | 379 | 20'596 | 540 | -37.5% | 863 |
| ZG | 1'701'655 | 15'636 | -25.4% | 1'287'709 | 11'665 | -12.2% | 1'138'811 | 10'246 | 1'376'058 | 12'496 | -13.1% | 14'373 |
| FR | 153'340 | 581 | 89.7% | 296'095 | 1'101 | 15.0% | 346'782 | 1'266 | 265'405 | 987 | 36.4% | 724 |
| SO | 23'100 | 93 | 13.3% | 26'330 | 105 | -40.3% | 15'812 | 63 | 21'747 | 87 | -7.4% | 94 |
| BS | 2'025'422 | 10'673 | -18.6% | 1'655'260 | 8'688 | 5.8% | 1'765'493 | 9'192 | 1'815'392 | 9'515 | 4.1% | 9'138 |
| BL | 183'831 | 688 | -23.1% | 142'392 | 529 | 82.2% | 261'274 | 964 | 195'832 | 727 | 155.1% | 285 |
| SH | 237'723 | 3'187 | 32.9% | 317'906 | 4'236 | -23.3% | 245'824 | 3'248 | 267'151 | 3'557 | 5.0% | 3'388 |
| AR | 8'128 | 155 | -2.5% | 7'949 | 151 | -0.7% | 7'919 | 150 | 7'999 | 152 | 17.1% | 130 |
| AI | 5'282 | 352 | -23.9% | 4'051 | 267 | 95.2% | 8'098 | 522 | 5'811 | 382 | 17.2% | 326 |
| SG | 211'161 | 453 | -55.1% | 95'738 | 204 | 244.2% | 332'399 | 701 | 213'099 | 453 | 31.7% | 344 |
| GR | 31'388 | 164 | 14.2% | 36'066 | 187 | -0.2% | 36'326 | 187 | 34'594 | 179 | -22.3% | 230 |
| AG | 45'742 | 79 | -33.3% | 30'956 | 53 | 6.4% | 33'463 | 56 | 36'720 | 62 | -5.2% | 66 |
| TG | 16'831 | 71 | -33.1% | 11'374 | 47 | 28.6% | 14'838 | 61 | 14'348 | 60 | -1.9% | 61 |
| TI | 402'112 | 1'227 | -32.5% | 274'730 | 828 | 12.5% | 310'786 | 932 | 329'209 | 995 | 1.2% | 983 |
| VD | 2'779'067 | 4'098 | -39.1% | 1'725'601 | 2'498 | 39.7% | 2'458'940 | 3'488 | 2'321'203 | 3'358 | 18.1% | 2'844 |
| VS | 3'778 | 13 | -9.8% | 3'454 | 11 | 17.6% | 4'117 | 13 | 3'783 | 13 | 7.9% | 12 |
| NE | 450'051 | 2'649 | -26.1% | 334'823 | 1'957 | 4.9% | 353'548 | 2'052 | 379'474 | 2'218 | -0.7% | 2'234 |
| GE | 1'078'412 | 2'441 | 11.1% | 1'212'483 | 2'713 | -2.2% | 1'203'780 | 2'653 | 1'164'892 | 2'603 | 18.6% | 2'194 |
| JU | 17'558 | 257 | -29.8% | 12'376 | 181 | -28.1% | 8'931 | 130 | 12'955 | 189 | -18.5% | 232 |
| Total | 10'516'648 | 1'380 | -20.3% | 8'478'383 | 1'100 | 12.8% | 9'671'663 | 1'240 | 9'555'565 | 1'239 | 7.0% | 1'159 |

2.1.5 Répartitions fiscales déterminantes en 2013

Pour le potentiel de ressources, les répartitions fiscales déterminantes n'ont qu'une portée minime. Leur part se situe entre -1,0 et +2,6 %. Les forts taux de fluctuation sont dus au fait que les cantons ne calculent pas tous régulièrement leurs répartitions fiscales. Le Tableau 7 présente les répartitions fiscales déterminantes pour l'année de référence 2013.

Tableau 7 Répartitions fiscales déterminantes en 2013 et comparaison avec 2012

| | Répartitions fiscales déterminantes | | | | | | | | | | | |
|--------------|-------------------------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | Modif. 09 par rapport à 08 | 2009 | | 2013 | | Modif. 2013 par rapport à 2012 | 2012 |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) |
| ZH | -140'393 | -106 | 335.2% | -622'262 | -462 | 13.0% | -713'098 | -522 | -491'917 | -366 | 59.7% | -229 |
| BE | 20'778 | 21 | -1803.7% | -355'714 | -365 | -89.8% | -36'413 | -37 | -123'783 | -127 | -14.2% | -148 |
| LU | 2'713 | 7 | -180.1% | -2'200 | -6 | -1750.8% | 36'772 | 99 | 12'428 | 34 | -291.5% | -18 |
| UR | 5'609 | 163 | 38.2% | 7'799 | 225 | -46.0% | 4'223 | 121 | 5'877 | 170 | 9.3% | 155 |
| SZ | -19'156 | -137 | -87.7% | -2'400 | -17 | 169.7% | -6'549 | -46 | -9'368 | -66 | -3.1% | -68 |
| OW | 5'475 | 162 | 1.8% | 5'631 | 165 | -93.3% | 384 | 11 | 3'830 | 112 | -13.6% | 130 |
| NW | 5'496 | 139 | -53.5% | 2'578 | 65 | -4.2% | 2'486 | 62 | 3'520 | 88 | -12.0% | 100 |
| GL | 2'227 | 59 | 266.8% | 8'197 | 215 | -46.9% | 4'366 | 114 | 4'930 | 129 | -45.0% | 235 |
| ZG | -2'626 | -24 | -396.8% | 7'907 | 72 | 25.4% | 9'984 | 90 | 5'088 | 46 | 40.7% | 33 |
| FR | -18'333 | -69 | -134.6% | 6'455 | 24 | -167.3% | -4'425 | -16 | -5'434 | -20 | 14.4% | -18 |
| SO | 6'198 | 25 | 537.5% | 39'762 | 159 | -73.5% | 10'616 | 42 | 18'859 | 75 | -36.1% | 118 |
| BS | -27'818 | -147 | -244.6% | 40'381 | 212 | -158.7% | -23'886 | -124 | -3'774 | -20 | -83.0% | -116 |
| BL | -39'067 | -146 | -85.8% | -5'605 | -21 | 431.2% | -29'982 | -111 | -24'885 | -92 | 51.0% | -61 |
| SH | 1'394 | 19 | 608.2% | 9'930 | 132 | -1.7% | 9'844 | 130 | 7'056 | 94 | 28.0% | 73 |
| AR | -3'188 | -61 | -93.6% | -206 | -4 | 89.7% | -392 | -7 | -1'262 | -24 | -6.0% | -26 |
| AI | 532 | 35 | 142.0% | 1'298 | 86 | -156.1% | -745 | -48 | 362 | 24 | 17.8% | 20 |
| SG | 29'436 | 63 | 263.5% | 108'003 | 230 | -69.3% | 33'419 | 70 | 56'953 | 121 | -0.2% | 121 |
| GR | 63'057 | 329 | 242.0% | 216'966 | 1'124 | -57.4% | 93'286 | 479 | 124'436 | 644 | 25.9% | 511 |
| AG | 18'263 | 32 | 165.0% | 49'116 | 84 | -138.8% | -19'336 | -32 | 16'014 | 27 | -16.6% | 33 |
| TG | -2'466 | -10 | -302.7% | 5'051 | 21 | 201.3% | 15'436 | 63 | 6'007 | 25 | 6.3% | 23 |
| TI | 55'911 | 171 | 255.3% | 201'063 | 606 | -7.9% | 186'336 | 559 | 147'770 | 447 | 32.6% | 337 |
| VD | 117'910 | 174 | 33.9% | 160'829 | 233 | -43.6% | 92'507 | 131 | 123'749 | 179 | -47.7% | 342 |
| VS | 83'319 | 281 | 111.0% | 178'282 | 592 | -34.2% | 118'985 | 390 | 126'862 | 421 | 34.6% | 313 |
| NE | -49'623 | -292 | -111.0% | 5'478 | 32 | 1328.7% | 78'802 | 457 | 11'552 | 68 | -109.6% | -703 |
| GE | -15'669 | -35 | -330.7% | 36'565 | 82 | 252.4% | 130'791 | 288 | 50'563 | 113 | 79.3% | 63 |
| JU | 6'374 | 93 | 42.1% | 9'096 | 133 | 6.7% | 9'735 | 142 | 8'402 | 123 | 33.1% | 92 |
| Total | 106'356 | 14 | 4.0% | 112'002 | 15 | -97.2% | 3'147 | 0 | 73'835 | 10 | -13.4% | 11 |

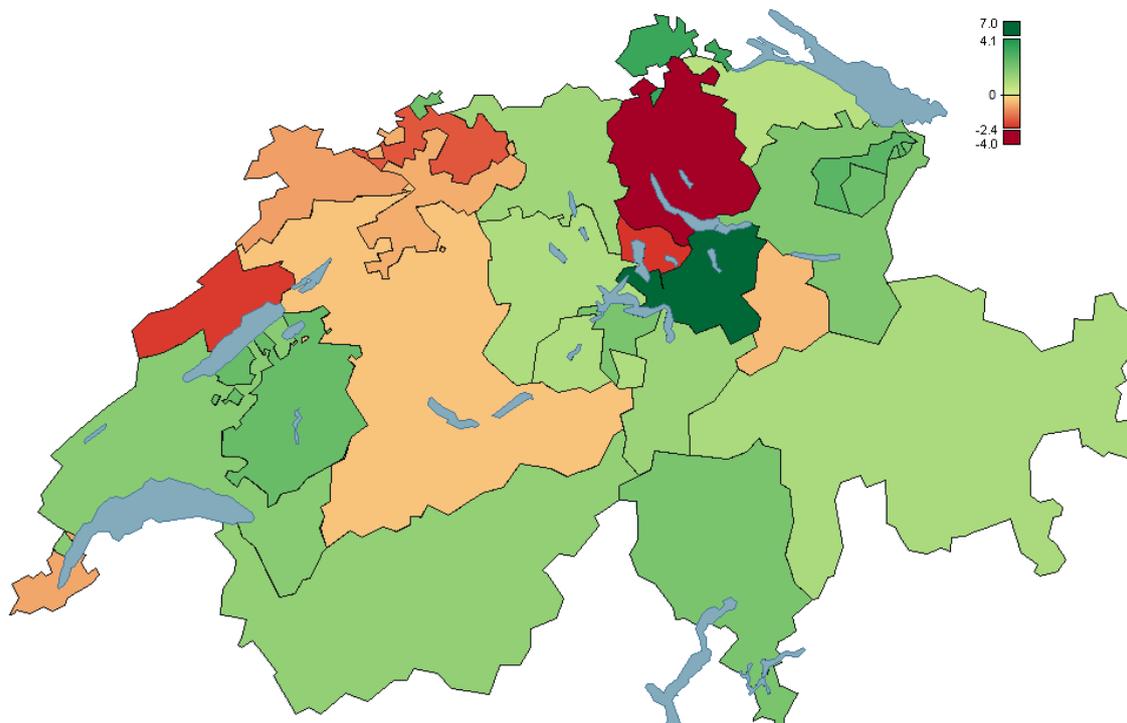
+: solde; plus d'afflux d'autres cantons que de fonds versés à d'autres cantons

-: solde; plus de fonds versés à d'autres cantons que d'afflux d'autres cantons

2.2 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2013

Le potentiel de ressources des cantons correspond à la somme de leurs revenus, fortunes et bénéfiques déterminants pour l'année de référence, déduction faite des répartitions fiscales intercantionales. Entre 2012 et 2013, le potentiel de ressources de l'ensemble des cantons (compte tenu du facteur alpha) s'est accru de 3 % et celui des cantons à fort potentiel de ressources de 2,7 %. Tous les cantons affichent une augmentation de leur potentiel de ressources, la croissance la plus faible étant enregistrée par ceux de Neuchâtel (0,1 %) et de Zurich (0,2 %) et la plus forte par ceux de Schwyz (8,1 %), de Fribourg (7,2 %) et de Schaffhouse (6,1 %). L'indice des ressources s'obtient en rapportant le potentiel de ressources par habitant d'un canton à la moyenne suisse correspondante. Les valeurs pour 2013 et la comparaison avec 2012 (indice des ressources) ressortent du Tableau 9. La Figure 2 donne une vue d'ensemble graphique de la variation du potentiel de ressources entre 2012 et 2013.

Figure 2 Variation de l'indice des ressources, en points; 2012-2013



Les cantons de Schaffhouse et du Tessin présentent pour la première fois en 2013 un indice des ressources supérieur à 100 points, entrant ainsi dans le groupe des cantons à fort potentiel de ressources. Comme c'était déjà le cas en 2011, le canton de Bâle-

Campagne est de nouveau passé au-dessous de la barre des 100 points. Le canton présentant la plus forte augmentation de son indice des ressources est, comme en 2012, le canton de Schwyz (+7 points d'indice), suivi de Schaffhouse (+3,4 points), tandis que les reculs les plus importants sont enregistrés par deux cantons à fort potentiel de ressources, soit Zurich (-4 points) et Zoug (-2,4 points).

Parmi les cantons à faible potentiel de ressources, le recul est sensible en particulier dans les cantons de Neuchâtel (-2,3 points) et de Bâle-Campagne (-1,9 point).

Tableau 8 Composantes en pour-cent de l'AFA (moyenne des années de calcul 2007 à 2009)

| Part des éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2013 | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------|-------------|--------------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| | Revenus | Revenus imposés à la source | Fortune | Personnes morales | | Répartitions fiscales |
| | | | | sans statut fiscal particulier | avec statut fiscal particulier | |
| ZH | 69.5% | 3.3% | 5.2% | 21.9% | 1.1% | -1.0% |
| BE | 69.1% | 2.6% | 5.2% | 23.0% | 0.7% | -0.6% |
| LU | 71.3% | 2.8% | 4.9% | 19.2% | 1.7% | 0.1% |
| UR | 69.1% | 4.2% | 5.0% | 20.4% | 0.3% | 0.9% |
| SZ | 74.4% | 1.7% | 8.2% | 12.7% | 3.1% | -0.1% |
| OW | 70.2% | 3.0% | 6.0% | 19.4% | 1.0% | 0.4% |
| NW | 74.2% | 1.5% | 10.9% | 12.1% | 1.1% | 0.2% |
| GL | 70.7% | 3.4% | 6.1% | 16.4% | 2.7% | 0.6% |
| ZG | 54.2% | 2.3% | 4.0% | 22.8% | 16.6% | 0.1% |
| FR | 68.6% | 3.0% | 3.1% | 20.9% | 4.4% | -0.1% |
| SO | 72.3% | 2.4% | 2.8% | 21.8% | 0.4% | 0.3% |
| BS | 49.4% | 7.1% | 4.1% | 18.8% | 20.7% | 0.0% |
| BL | 77.4% | 4.1% | 3.4% | 12.9% | 2.4% | -0.3% |
| SH | 52.9% | 5.7% | 3.5% | 26.2% | 11.4% | 0.3% |
| AR | 69.6% | 2.9% | 6.6% | 20.5% | 0.6% | -0.1% |
| AI | 71.6% | 2.1% | 7.1% | 17.7% | 1.5% | 0.1% |
| SG | 64.7% | 3.9% | 5.5% | 23.6% | 1.9% | 0.5% |
| GR | 66.2% | 7.1% | 6.9% | 16.5% | 0.7% | 2.6% |
| AG | 70.4% | 3.1% | 4.4% | 21.7% | 0.2% | 0.1% |
| TG | 70.0% | 3.8% | 5.3% | 20.5% | 0.3% | 0.1% |
| TI | 59.4% | 7.2% | 3.5% | 25.2% | 3.2% | 1.5% |
| VD | 63.5% | 4.5% | 3.7% | 17.7% | 10.1% | 0.5% |
| VS | 72.3% | 5.4% | 4.7% | 15.6% | 0.1% | 2.0% |
| NE | 56.4% | 4.0% | 2.6% | 28.9% | 7.8% | 0.2% |
| GE | 60.2% | 9.6% | 3.1% | 21.1% | 5.8% | 0.3% |
| JU | 67.9% | 5.5% | 3.3% | 21.6% | 1.0% | 0.6% |
| CH | 66.3% | 4.3% | 4.6% | 20.7% | 4.1% | 0.0% |

Tableau 9 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2013 et comparaison avec 2012 (indice des ressources)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2013 | | | | 2012* | | Modif. indice ress. 2013 p. rap. à 2012 | |
|--------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------|
| | Assiette fiscale agrégée en milliers de francs | Assiette fiscale agrégée en milliers de francs | Assiette fiscale agrégée en milliers de francs | Potentiel de ressources en milliers de francs | Population résidente moyenne pour les années de calcul (moyenne 2007-2009) | | Potentiel de ressources par habitant en francs | Indice des ressources points | Potentiel de ressources par habitant en francs | | Indice des ressources points |
| | | | | | | | | | | | |
| ZH | 50'320'208 | 46'929'224 | 48'832'113 | 48'693'848 | 1'345'671 | 36'186 | 119 | 36'675 | 123.1 | -4.0 | |
| BE | 22'748'333 | 21'036'267 | 22'448'802 | 22'077'801 | 974'684 | 22'651 | 75 | 22'350 | 75.0 | -0.4 | |
| LU | 8'334'065 | 8'457'887 | 8'918'529 | 8'570'161 | 366'427 | 23'388 | 77 | 22'671 | 76.1 | 0.9 | |
| UR | 634'379 | 619'330 | 647'228 | 633'646 | 34'622 | 18'302 | 60 | 17'563 | 58.9 | 1.3 | |
| SZ | 6'694'001 | 6'541'158 | 7'074'653 | 6'769'937 | 141'869 | 47'720 | 157 | 44'742 | 150.1 | 7.0 | |
| OW | 833'269 | 832'810 | 894'261 | 853'447 | 34'196 | 24'957 | 82 | 24'193 | 81.2 | 0.9 | |
| NW | 1'508'784 | 1'534'466 | 1'545'386 | 1'529'545 | 39'881 | 38'353 | 126 | 37'005 | 124.2 | 2.0 | |
| GL | 767'828 | 754'763 | 763'068 | 761'886 | 38'153 | 19'969 | 66 | 19'726 | 66.2 | -0.5 | |
| ZG | 8'422'021 | 8'309'013 | 8'120'439 | 8'283'824 | 110'122 | 75'224 | 248 | 74'493 | 250.0 | -2.4 | |
| FR | 5'611'592 | 5'933'745 | 6'529'298 | 6'024'878 | 268'945 | 22'402 | 74 | 21'260 | 71.3 | 2.4 | |
| SO | 6'036'337 | 5'873'738 | 6'073'982 | 5'994'686 | 250'559 | 23'925 | 79 | 23'683 | 79.5 | -0.7 | |
| BS | 9'193'061 | 8'336'633 | 8'734'251 | 8'754'648 | 190'792 | 45'886 | 151 | 44'349 | 148.8 | 2.2 | |
| BL | 7'937'624 | 8'051'805 | 8'423'130 | 8'137'519 | 269'207 | 30'228 | 99 | 30'209 | 101.4 | -1.9 | |
| SH | 2'240'908 | 2'357'831 | 2'426'291 | 2'341'677 | 75'111 | 31'176 | 103 | 29'560 | 99.2 | 3.4 | |
| AR | 1'221'245 | 1'303'946 | 1'362'374 | 1'295'855 | 52'514 | 24'676 | 81 | 23'404 | 78.5 | 2.7 | |
| AI | 384'933 | 390'452 | 403'242 | 392'876 | 15'231 | 25'795 | 85 | 24'607 | 82.6 | 2.3 | |
| SG | 11'029'371 | 11'266'798 | 11'433'479 | 11'243'216 | 470'145 | 23'914 | 79 | 22'889 | 76.8 | 1.9 | |
| GR | 4'494'178 | 5'027'777 | 4'831'657 | 4'784'537 | 193'222 | 24'762 | 82 | 23'981 | 80.5 | 1.0 | |
| AG | 15'477'431 | 15'466'036 | 16'452'350 | 15'798'606 | 587'685 | 26'883 | 88 | 26'014 | 87.3 | 1.2 | |
| TG | 5'609'752 | 5'649'734 | 5'728'780 | 5'662'755 | 240'955 | 23'501 | 77 | 22'845 | 76.7 | 0.7 | |
| TI | 10'009'576 | 9'989'903 | 10'518'430 | 10'172'636 | 330'933 | 30'739 | 101 | 29'566 | 99.2 | 2.0 | |
| VD | 22'931'491 | 22'532'556 | 23'363'438 | 22'942'495 | 691'310 | 33'187 | 109 | 32'033 | 107.5 | 1.7 | |
| VS | 6'013'271 | 6'316'134 | 6'511'035 | 6'280'146 | 301'049 | 20'861 | 69 | 20'018 | 67.2 | 1.5 | |
| NE | 5'105'210 | 5'026'788 | 4'453'187 | 4'861'728 | 171'084 | 28'417 | 94 | 28'551 | 95.8 | -2.3 | |
| GE | 20'049'000 | 20'099'588 | 20'076'850 | 20'075'146 | 447'462 | 44'864 | 148 | 44'255 | 148.5 | -0.8 | |
| JU | 1'332'834 | 1'308'033 | 1'275'582 | 1'305'483 | 68'480 | 19'064 | 63 | 18'979 | 63.7 | -0.9 | |
| Total | 234'940'702 | 229'946'415 | 237'841'833 | 234'242'983 | 7'710'311 | 30'380 | 100.0 | 29'801 | 100.0 | 0.0 | |

* 2012 avec alpha = 0.8%

2.3 Péréquation des ressources en 2013 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources

Conformément à la PFCC, le Parlement fixe tous les quatre ans les contributions de base à la péréquation verticale et à la péréquation horizontale des ressources. L'art. 5, al. 2, PFCC prescrit en outre que, durant les années intermédiaires, la contribution de base des cantons à fort potentiel de ressources doit être adaptée en fonction de l'évolution de leur potentiel de ressources, et celle de la Confédération en fonction de l'évolution du potentiel de ressources de tous les cantons. Il s'ensuit qu'en 2013 la contribution de la Confédération (péréquation verticale des ressources) augmente de 3,0 % par rapport à l'année de référence 2012 et celle des cantons à fort potentiel de ressources (péréquation horizontale des ressources) de 2,7 %. Selon l'art. 24, de la loi PFCC, le montant des contributions des cantons à fort potentiel des ressources est adapté à chaque fois selon l'évolution de la somme des potentiels de ressources des cantons à fort potentiel des ressources de l'année concernée (ici, Schaffhouse et Tessin sont inclus mais sans Bâle-Campagne) par rapport à l'année précédente. Les dotations de l'année précédente ont préalablement été ajustées compte tenu de la correction rétroactive du facteur alpha.

L'indice des ressources détermine directement les montants versés ou perçus par les cantons au titre de la péréquation des ressources. Les cantons affichant un indice supérieur à 100 points sont contributeurs, leur apport à la péréquation horizontale dépendant de leur potentiel de ressources et de leur population. Quant à ceux dont l'indice est inférieur à 100 points, ils sont bénéficiaires des montants provenant des péréquations horizontale et verticale. Les sommes versées ou perçues en 2013 ressortent du Tableau 10.

Pour l'année de référence 2013, comme indiqué plus haut, le canton de Bâle-Campagne redevient un canton à faible potentiel de ressources et ceux de Schaffhouse et du Tessin rejoignent pour la première fois le groupe des cantons à fort potentiel de ressources. Les indices restant toutefois proches de 100, ces changements n'ont que de faibles répercussions sur les paiements compensatoires de la péréquation horizontale des ressources.

Parmi les cantons à *fort potentiel de ressources*, on remarque surtout, par rapport à 2012, le surplus de charges par habitant de Schwyz (156 fr./hab.), de Zoug (79 fr./hab.) et de Bâle-Ville (76 fr./hab.). Zurich est le seul canton à fort potentiel de ressources à enregistrer un recul de ses charges de péréquation horizontale (-48 fr./hab.).

Quant aux cantons à *faible potentiel de ressources*, ceux bénéficiant des hausses les plus

importantes des paiements compensatoires sont les cantons du Jura (180 fr./hab.), de Glaris (132 fr./hab.), de Berne (96 fr./hab) et de Soleure (95 fr./hab.). Les paiements compensatoires diminuent au contraire pour les cantons d'Appenzell Rh.-Ext. (-103 fr./hab.), Fribourg (-88 fr./hab) et d'Appenzell Rh.-Int. (-80 fr./hab.).

Tableau 10 Péréquation des ressources en 2013 et comparaison avec 2012

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

Taux fiscal standardisé en 2013: 27.9%

| | Péréquation des ressources en 2013 | | | | | Péréquation des ressources en 2012* | | | Modif. pér. des ress. 2013 par rapport à 2012 | | |
|--------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------------|--------------|-----------------------|-----------------------------------------------|-----------------------|--------------------------|
| | IR 2013 | horizontale | | verticale | Total | Indice des RFS après la péréquation | IR 2012 | Total | Indice des RFS après la péréquation | | |
| | | Montants versés | Montants perçus | | | | | | | | |
| | points | en milliers de francs | points | points | en milliers de francs | points | en milliers de francs | par habitant (en francs) |
| ZH | 119.1 | 432'672 | 0 | 0 | 432'672 | 115.3 | 123.1 | 490'363 | 118.6 | -57'691 | -48 |
| BE | 74.6 | 0 | 435'271 | 637'279 | -1'072'550 | 87.5 | 75.0 | -974'903 | 87.1 | -97'647 | -96 |
| LU | 77.0 | 0 | 140'233 | 205'314 | -345'546 | 88.1 | 76.1 | -339'738 | 87.4 | -5'809 | -5 |
| UR | 60.2 | 0 | 30'747 | 45'016 | -75'763 | 86.1 | 58.9 | -75'324 | 85.2 | -439 | -9 |
| SZ | 157.1 | 136'248 | 0 | 0 | 136'248 | 145.7 | 150.1 | 112'586 | 140.4 | 23'662 | 156 |
| OW | 82.1 | 0 | 8'850 | 12'957 | -21'807 | 89.7 | 81.2 | -21'775 | 89.0 | -32 | 7 |
| NW | 126.2 | 17'610 | 0 | 0 | 17'610 | 121.0 | 124.2 | 15'359 | 119.5 | 2'251 | 54 |
| GL | 65.7 | 0 | 26'953 | 39'462 | -66'414 | 86.3 | 66.2 | -61'248 | 85.6 | -5'167 | -132 |
| ZG | 247.6 | 273'519 | 0 | 0 | 273'519 | 218.3 | 250.0 | 261'807 | 220.9 | 11'711 | 79 |
| FR | 73.7 | 0 | 126'123 | 184'656 | -310'779 | 87.4 | 71.3 | -328'546 | 86.3 | 17'767 | 88 |
| SO | 78.8 | 0 | 84'793 | 124'145 | -208'939 | 88.6 | 79.5 | -183'964 | 88.4 | -24'975 | -95 |
| BS | 151.0 | 163'853 | 0 | 0 | 163'853 | 140.9 | 148.8 | 148'912 | 139.4 | 14'941 | 76 |
| BL | 99.5 | 0 | 286 | 418 | -704 | 99.5 | 101.4 | 5'873 | 101.1 | -6'577 | -25 |
| SH | 102.6 | 3'310 | 0 | 0 | 3'310 | 102.1 | 99.2 | -353 | 99.3 | 3'663 | 49 |
| AR | 81.2 | 0 | 14'690 | 21'507 | -36'197 | 89.4 | 78.5 | -41'480 | 88.1 | 5'282 | 103 |
| AI | 84.9 | 0 | 3'044 | 4'457 | -7'501 | 90.7 | 82.6 | -8'641 | 89.5 | 1'140 | 80 |
| SG | 78.7 | 0 | 159'517 | 233'549 | -393'066 | 88.6 | 76.8 | -416'780 | 87.6 | 23'714 | 58 |
| GR | 81.5 | 0 | 52'806 | 77'313 | -130'119 | 89.5 | 80.5 | -131'249 | 88.7 | 1'130 | 10 |
| AG | 88.5 | 0 | 77'413 | 113'340 | -190'753 | 92.3 | 87.3 | -202'489 | 91.5 | 11'736 | 25 |
| TG | 77.4 | 0 | 89'934 | 131'672 | -221'606 | 88.2 | 76.7 | -215'023 | 87.6 | -6'583 | -17 |
| TI | 101.2 | 6'576 | 0 | 0 | 6'576 | 100.9 | 99.2 | -1'498 | 99.3 | 8'074 | 24 |
| VD | 109.2 | 107'462 | 0 | 0 | 107'462 | 107.4 | 107.5 | 81'705 | 106.0 | 25'757 | 35 |
| VS | 68.7 | 0 | 185'291 | 271'283 | -456'574 | 86.6 | 67.2 | -456'582 | 85.7 | 8 | 20 |
| NE | 93.5 | 0 | 9'262 | 13'561 | -22'823 | 95.1 | 95.8 | -10'536 | 96.6 | -12'288 | -71 |
| GE | 147.7 | 358'969 | 0 | 0 | 358'969 | 138.2 | 148.5 | 344'452 | 139.1 | 14'517 | 24 |
| JU | 62.8 | 0 | 55'007 | 80'536 | -135'542 | 86.1 | 63.7 | -122'797 | 85.4 | -12'745 | -180 |
| Total | 100.0 | 1'500'219 | 1'500'219 | 2'196'465 | -2'196'465 | | 100.0 | -2'131'868 | | -64'597 | -5 |

IR = Indice des ressources; RFS = Recette fiscale standardisée

* 2012 avec alpha = 0.8%

Les **recettes fiscales standardisées (RFS)** sont une notion technique désignant les ressources propres déterminantes au sens de l'art. 6, al. 3, PFCC. Il s'agit d'un paramètre permettant de juger de l'effet de la péréquation des ressources. Les RFS d'un canton correspondent aux recettes fiscales qu'il réaliserait à la condition qu'il exploite son potentiel de ressources en appliquant un taux d'imposition proportionnel et unique pour tous les cantons. Pour juger de l'effet péréquatif, les montants de la péréquation tant horizontale que verticale des ressources sont ajoutés aux valeurs cantonales des RFS ou en sont soustraits. On obtient ainsi les «RFS après péréquation des ressources», lesquelles servent à calculer l'«indice des RFS après la péréquation».

La colonne, intitulée «Indice des RFS après la péréquation», de chaque partie du Tableau 10 présente une grande importance pour la péréquation des ressources. Elle indique dans quelle mesure la péréquation des ressources peut accroître l'indice des recettes fiscales standardisées (RFS, cf. encadré) du canton au plus faible potentiel de ressources (de nouveau Uri pour l'année de référence 2013). Selon l'art. 6 PFCC, le but *devrait* être de porter l'indice du canton présentant le potentiel de ressources le plus faible à au moins 85 points par le biais de la péréquation des ressources et de la compensation des cas de rigueur. En 2013, tous les cantons à faible potentiel de ressources atteignent les 85 points d'indice visés.

En vertu de l'art. 4, al. 2, PFCC, la péréquation horizontale des ressources doit se situer entre deux tiers et 80 % des prestations de la Confédération (péréquation verticale). Les versements incombant en 2013 à l'ensemble des cantons à fort potentiel de ressources au titre de la péréquation horizontale s'élèvent à 68,3 % de la péréquation verticale. En 2012, le rapport était de 68,5 %.

Selon l'art. 6, al. 3, PFCC, les cantons à fort potentiel de ressources contribuent à la péréquation horizontale des ressources par le versement d'un pourcentage uniforme sur la part des RFS ou du potentiel de ressources qui dépasse la moyenne suisse (excédents respectifs des RFS et du potentiel de ressources). Comme le montre le Tableau 11, cette part augmente par rapport à l'année précédente, passant de 5,4 à 5,5 % pour l'excédent du potentiel de ressources et de 19,4 à 19,9 % pour l'excédent des RFS. Ainsi, les cantons à fort potentiel de ressources sont un peu plus sollicités qu'en 2011.

Tableau 11 Versements / rentrées en % du potentiel de ressources, de l'excédent du potentiel de ressources, des RFS et de l'excédent des RFS (2012 et 2013)

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Péréquation des ressources par habitant 2013 | | | | | Péréquation des ressources par habitant 2012* | | | | |
|----|----------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------------|--------------|------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------------|--------------|------------------------------|
| | en francs | en % du potentiel de ressources | en % de l'excédent du potentiel de ressources* | en % des RFS | en % de l'excédent des RFS** | en francs | en % du potentiel de ressources | en % de l'excédent du potentiel de ressources* | en % des RFS | en % de l'excédent des RFS** |
| ZH | 322 | 0.9% | 5.5% | 3.2% | 19.9% | 370 | 1.0% | 5.4% | 3.6% | 19.4% |
| BE | -1'100 | -4.9% | -14.2% | -17.4% | -51.0% | -1'005 | -4.5% | -13.5% | -16.2% | -48.5% |
| LU | -943 | -4.0% | -13.5% | -14.5% | -48.3% | -938 | -4.1% | -13.2% | -14.9% | -47.3% |
| UR | -2'188 | -12.0% | -18.1% | -42.9% | -64.9% | -2'180 | -12.4% | -17.8% | -44.6% | -64.1% |
| SZ | 960 | 2.0% | 5.5% | 7.2% | 19.9% | 804 | 1.8% | 5.4% | 6.5% | 19.4% |
| OW | -638 | -2.6% | -11.8% | -9.2% | -42.2% | -645 | -2.7% | -11.5% | -9.6% | -41.3% |
| NW | 442 | 1.2% | 5.5% | 4.1% | 19.9% | 388 | 1.0% | 5.4% | 3.8% | 19.4% |
| GL | -1'741 | -8.7% | -16.7% | -31.2% | -59.9% | -1'609 | -8.2% | -16.0% | -29.3% | -57.4% |
| ZG | 2'484 | 3.3% | 5.5% | 11.8% | 19.9% | 2'405 | 3.2% | 5.4% | 11.6% | 19.4% |
| FR | -1'156 | -5.2% | -14.5% | -18.5% | -51.9% | -1'243 | -5.8% | -14.6% | -21.0% | -52.4% |
| SO | -834 | -3.5% | -12.9% | -12.5% | -46.3% | -739 | -3.1% | -12.1% | -11.2% | -43.4% |
| BS | 859 | 1.9% | 5.5% | 6.7% | 19.9% | 783 | 1.8% | 5.4% | 6.3% | 19.4% |
| BL | -3 | 0.0% | -1.7% | 0.0% | -6.1% | 22 | 0.1% | 5.4% | 0.3% | 19.4% |
| SH | 44 | 0.1% | 5.5% | 0.5% | 19.9% | -5 | 0.0% | -2.0% | -0.1% | -7.1% |
| AR | -689 | -2.8% | -12.1% | -10.0% | -43.3% | -792 | -3.4% | -12.4% | -12.2% | -44.5% |
| AI | -492 | -1.9% | -10.7% | -6.8% | -38.5% | -572 | -2.3% | -11.0% | -8.4% | -39.6% |
| SG | -836 | -3.5% | -12.9% | -12.5% | -46.4% | -894 | -3.9% | -12.9% | -14.0% | -46.5% |
| GR | -673 | -2.7% | -12.0% | -9.7% | -43.0% | -683 | -2.8% | -11.7% | -10.2% | -42.2% |
| AG | -325 | -1.2% | -9.3% | -4.3% | -33.3% | -349 | -1.3% | -9.2% | -4.8% | -33.2% |
| TG | -920 | -3.9% | -13.4% | -14.0% | -47.9% | -903 | -4.0% | -13.0% | -14.2% | -46.7% |
| TI | 20 | 0.1% | 5.5% | 0.2% | 19.9% | -5 | 0.0% | -1.9% | -0.1% | -7.0% |
| VD | 155 | 0.5% | 5.5% | 1.7% | 19.9% | 120 | 0.4% | 5.4% | 1.3% | 19.4% |
| VS | -1'517 | -7.3% | -15.9% | -26.1% | -57.1% | -1'537 | -7.7% | -15.7% | -27.6% | -56.5% |
| NE | -133 | -0.5% | -6.8% | -1.7% | -24.4% | -62 | -0.2% | -5.0% | -0.8% | -17.8% |
| GE | 802 | 1.8% | 5.5% | 6.4% | 19.9% | 778 | 1.8% | 5.4% | 6.3% | 19.4% |
| JU | -1'979 | -10.4% | -17.5% | -37.2% | -62.7% | -1'799 | -9.5% | -16.6% | -34.1% | -59.8% |

Excédent du potentiel de ressources: Différence entre le potentiel des ressources et la moyenne suisse.

Excédent des RFS: Différence entre les recettes fiscales standardisées et la moyenne suisse.

* 2012 avec alpha = 0.8%

Il ressort également du Tableau 11 que les cantons d'Uri et du Jura, c'est-à-dire les deux cantons au potentiel de ressources le plus faible, perçoivent des contributions équivalant respectivement à 42,9 % et 37,2 % de leurs recettes fiscales standardisées.

2.4 Mesures en cas de qualité insuffisante des données

Les corrections des revenus imposés à la source du *canton du Jura* pour les années de calcul 2007 et 2008 correspondent aux valeurs de l'année de référence 2012. Aucune correction n'a dû être effectuée pour l'année 2009, car le canton est désormais en mesure de livrer des données correctes.

Les revenus imposés à la source du *canton des Grisons* ont aussi fait l'objet d'une estimation pour 2007. On a procédé à l'estimation selon la même méthode que pour les années précédentes. Depuis l'année de calcul 2008, le canton livre des données correctes.

3 Compensation des charges en 2013

La dotation de la compensation des charges pour l'année de référence 2013 résulte de l'adaptation au renchérissement du montant de la compensation de l'année précédente. L'adaptation se fonde sur la dernière variation disponible – au 31 mai 2012 – de l'indice national des prix à la consommation par rapport au mois de référence de l'année précédente, soit avril 2012. Le taux de renchérissement retenu pour l'année 2013 est par conséquent de -1,0 % et la somme à disposition en 2013 pour la compensation des charges s'élève à environ 730 millions de francs, soit 7,4 millions de moins que pour la compensation des charges en 2012 (738 millions). Elle est destinée pour une moitié (environ 365,1 millions) à la compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques et pour l'autre moitié à la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques.

3.1 Compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques (CCG)

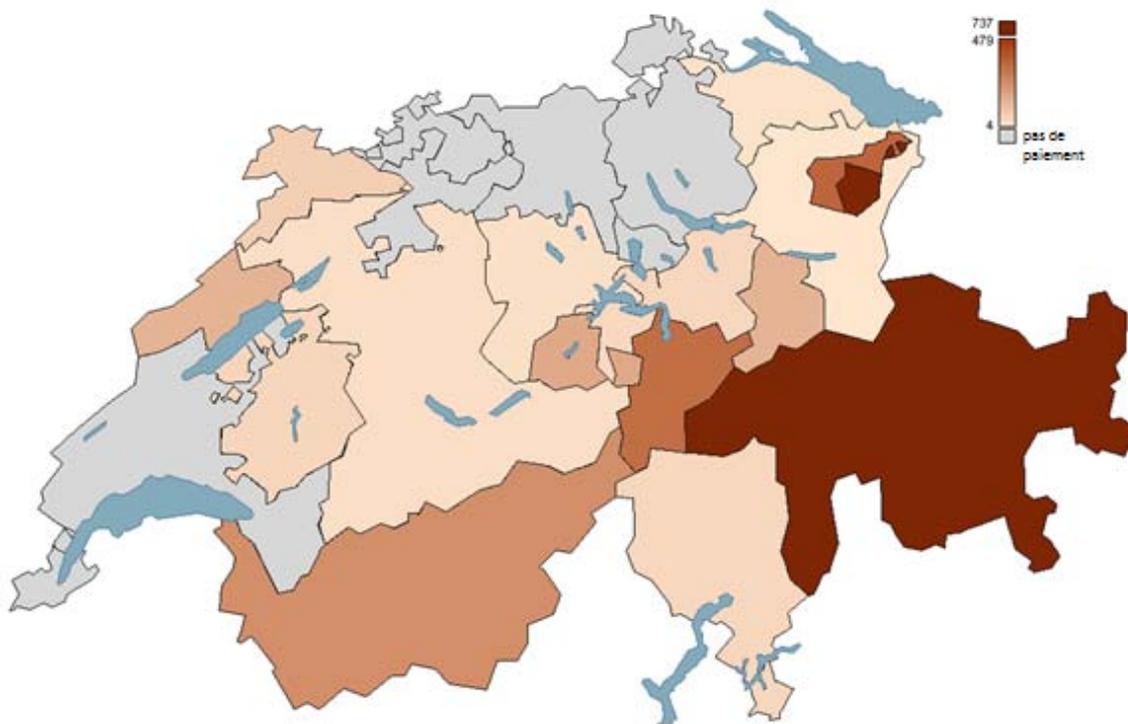
Dans le cas de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques, les charges excessives déterminantes sont mesurées à l'aide de quatre indicateurs partiels, à savoir l'altitude, la déclivité du terrain, la structure de l'habitat et la densité démographique. On parle de charges excessives dès lors que l'indice des charges dépasse le seuil de 100 (= moyenne pour l'ensemble de la Suisse).

Comme les années précédentes, les données du recensement fédéral de 2000 ont servi à calculer les indices des charges 2013. En outre, les données utilisées pour les indicateurs partiels concernés sont celles de l'altitude médiane, des surfaces productives (1992/97), de la statistique de la superficie (2009) et de la population résidante permanente (2010). Cette dernière a été calculée pour la première fois sur la base de STATPOP, la nouvelle méthode de collecte des données de l'OFS. Les données du recensement fédéral de 2000 seront probablement remplacées par celles de STATPOP pour l'année de référence 2014 (cf. annexe 1).

Etant donné que seule la population résidante permanente a varié par rapport à 2012, les indicateurs partiels 1 à 3 sont restés inchangés. Toutes les adaptations s'expliquent donc par la variation de la dotation et par l'indicateur partiel 4 (plus faible densité démographique).

Les charges excessives déterminantes pour l'année de référence 2013 sont présentées dans le Tableau 12. Selon l'OPFCC, le montant de la compensation (365,1 millions de francs) doit être utilisé à hauteur d'un tiers pour les deux premiers indicateurs partiels et d'un sixième pour les deux derniers, d'où les montants par canton indiqués dans le Tableau 13. La Figure 3 donne une vue d'ensemble graphique des paiements compensatoires par habitant.

Figure 3: Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques, en francs par habitant en 2012



Pour l'année de référence 2013, comme pour les années de référence 2008 à 2012, 17 cantons au total affichent des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et profitent ainsi des paiements de la CCG. Le canton des Grisons perçoit, avec 737 francs par habitant, le montant compensatoire le plus élevé. Il est suivi des cantons d'Appenzell Rh.-Int. (558 fr./hab.), d'Appenzell Rh.-Ext. (349 fr./hab.), d'Uri (326 fr./hab.) et du Valais (240 fr./hab.).

Tableau 12 CCG: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2013

| | Indicateurs partiels | | | | Indices des charges | | | | Charges excessives déterminantes | | | |
|--------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|----------------------|------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------------------|
| | Altitude ¹⁾ | Déclivité du terrain ²⁾ | Structure de l'habitat ³⁾ | Densité démographique (ha par hab.) ⁴⁾ | Altitude | Déclivité du terrain | Structure de l'habitat | Densité démographique (ha par hab.) | Altitude | Déclivité du terrain | Structure de l'habitat | Densité démographique (ha par hab.) |
| ZH | 0.2% | 511.0 | 3.2% | 0.13 | 2.2 | 60.0 | 46.1 | 24.0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BE | 9.7% | 869.0 | 11.3% | 0.61 | 128.6 | 102.1 | 163.6 | 115.9 | 2'664'548 | 1'009'749 | 6'869'182 | 15'578'852 |
| LU | 3.5% | 688.0 | 11.3% | 0.40 | 46.3 | 80.8 | 164.5 | 75.4 | 0 | 0 | 2'565'036 | 0 |
| UR | 17.6% | 1'557.0 | 13.7% | 3.04 | 232.6 | 183.0 | 199.3 | 579.4 | 811'910 | 3'963'333 | 474'555 | 16'981'307 |
| SZ | 16.3% | 1'028.0 | 10.0% | 0.62 | 215.0 | 120.8 | 144.6 | 118.0 | 2'408'790 | 1'511'619 | 572'396 | 2'641'140 |
| OW | 14.9% | 1'289.0 | 13.3% | 1.38 | 197.1 | 151.5 | 193.6 | 262.8 | 469'770 | 2'054'490 | 405'194 | 5'793'238 |
| NW | 2.5% | 1'007.0 | 11.5% | 0.67 | 32.7 | 118.3 | 166.3 | 128.2 | 0 | 382'232 | 283'167 | 1'156'877 |
| GL | 6.5% | 1'316.0 | 6.5% | 1.78 | 85.3 | 154.6 | 93.7 | 338.4 | 0 | 2'367'511 | 0 | 9'204'147 |
| ZG | 4.1% | 692.0 | 5.6% | 0.21 | 54.2 | 81.3 | 80.9 | 40.2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 12.0% | 757.0 | 14.2% | 0.60 | 158.5 | 89.0 | 206.6 | 114.4 | 1'696'208 | 0 | 3'670'238 | 4'010'299 |
| SO | 0.2% | 552.0 | 3.8% | 0.31 | 3.2 | 64.9 | 54.6 | 59.0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | 0.0% | 275.0 | 0.5% | 0.02 | 0.0 | 32.3 | 7.1 | 3.8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BL | 0.1% | 507.0 | 2.3% | 0.19 | 0.7 | 59.6 | 33.9 | 36.0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | 0.0% | 516.0 | 4.1% | 0.39 | 0.2 | 60.6 | 59.5 | 74.5 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AR | 56.8% | 906.0 | 12.7% | 0.46 | 750.8 | 106.5 | 184.7 | 87.3 | 19'792'130 | 155'773 | 577'061 | 0 |
| AI | 60.5% | 1'005.0 | 24.8% | 1.10 | 798.6 | 118.1 | 360.3 | 209.6 | 6'174'227 | 286'071 | 945'410 | 1'719'405 |
| SG | 4.7% | 790.0 | 8.3% | 0.42 | 62.3 | 92.8 | 120.4 | 80.6 | 0 | 0 | 766'673 | 0 |
| GR | 50.1% | 1'794.0 | 14.7% | 3.69 | 661.7 | 210.8 | 213.3 | 703.2 | 52'635'784 | 45'910'756 | 3'117'676 | 116'188'987 |
| AG | 0.0% | 466.0 | 3.7% | 0.23 | 0.0 | 54.8 | 53.7 | 43.8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0.0% | 502.0 | 10.9% | 0.40 | 0.7 | 59.0 | 157.6 | 76.0 | 0 | 0 | 1'432'915 | 0 |
| TI | 2.9% | 1'165.0 | 5.2% | 0.84 | 37.9 | 136.9 | 75.9 | 160.6 | 0 | 7'085'501 | 0 | 20'225'432 |
| VD | 7.1% | 720.0 | 6.9% | 0.45 | 93.2 | 84.6 | 99.5 | 85.8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VS | 33.9% | 1'601.0 | 7.6% | 1.67 | 448.3 | 188.1 | 110.6 | 318.5 | 32'197'549 | 21'245'932 | 220'310 | 68'321'454 |
| NE | 38.1% | 1'037.0 | 6.1% | 0.47 | 503.6 | 121.9 | 88.9 | 88.9 | 25'842'912 | 1'556'236 | 0 | 0 |
| GE | 0.0% | 425.0 | 1.8% | 0.06 | 0.0 | 49.9 | 25.8 | 11.8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| JU | 14.9% | 640.0 | 11.9% | 1.20 | 196.9 | 75.2 | 172.7 | 228.3 | 985'667 | 0 | 590'615 | 8'985'106 |
| Total | 7.6% | 851.0 | 6.9% | 0.52 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 145'679'492 | 87'529'201 | 22'490'428 | 270'806'243 |

¹⁾ Part de la population résidente totale habitant à plus de 800 mètres d'altitude, selon le recensement de la population (RFP 2000)

²⁾ Altitude médiane des surfaces productives selon la statistique de la superficie (2009)

³⁾ Part de la population résidente totale domiciliée en dehors du territoire des agglomérations, selon le recensement de la population (RFP 2000)

⁴⁾ Nombre d'habitants permanents (STATPOP 2010) par hectare de la surface totale, selon la statistique de la superficie (AS 2009)

Tableau 13 CCG: paiements compensatoires en 2013 et comparaison avec 2012

(+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

| | Paiements compensatoires 2013, en francs | | | | Paiements 2012 | | Paiements 2012 | | Différence 2013 par rapport à 2012 | |
|--------------|------------------------------------------|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---------------------------------------|----------------|
| | Altitude | Déclivité du terrain (en m) | Structure de l'habitat | Densité démographique (ha par hab.) | Total | Total par hab. | Total | Total par hab. | Total | Total par hab. |
| ZH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BE | -2'226'096 | -1'404'040 | -18'586'435 | -3'500'786 | -25'717'358 | -26 | -25'893'763 | -27 | 176'406 | 0 |
| LU | 0 | 0 | -6'940'401 | 0 | -6'940'401 | -19 | -7'010'506 | -19 | 70'105 | 0 |
| UR | -678'310 | -5'510'949 | -1'284'037 | -3'815'938 | -11'289'234 | -326 | -11'408'164 | -330 | 118'931 | 4 |
| SZ | -2'012'423 | -2'101'882 | -1'548'774 | -593'501 | -6'256'580 | -44 | -6'329'625 | -45 | 73'045 | 1 |
| OW | -392'469 | -2'856'734 | -1'096'363 | -1'301'822 | -5'647'388 | -165 | -5'712'456 | -169 | 65'068 | 4 |
| NW | 0 | -531'487 | -766'186 | -259'966 | -1'557'640 | -39 | -1'568'956 | -40 | 11'316 | 1 |
| GL | 0 | -3'291'985 | 0 | -2'068'301 | -5'360'286 | -140 | -5'414'228 | -142 | 53'942 | 2 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | -1'417'096 | 0 | -9'930'825 | -901'170 | -12'249'092 | -46 | -12'424'362 | -47 | 175'270 | 1 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AR | -16'535'333 | -216'599 | -1'561'395 | 0 | -18'313'327 | -349 | -18'498'310 | -353 | 184'983 | 4 |
| AI | -5'158'257 | -397'776 | -2'558'062 | -386'374 | -8'500'470 | -558 | -8'583'999 | -568 | 83'528 | 10 |
| SG | 0 | 0 | -2'074'441 | 0 | -2'074'441 | -4 | -2'095'395 | -4 | 20'954 | 0 |
| GR | -43'974'560 | -63'838'152 | -8'435'719 | -26'109'294 | -142'357'726 | -737 | -143'844'497 | -749 | 1'486'772 | 12 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | -3'877'141 | 0 | -3'877'141 | -16 | -3'916'304 | -16 | 39'163 | 0 |
| TI | 0 | -9'852'273 | 0 | -4'544'938 | -14'397'211 | -44 | -14'432'946 | -44 | 35'735 | 0 |
| VD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VS | -26'899'439 | -29'542'119 | -596'110 | -15'352'788 | -72'390'456 | -240 | -73'212'416 | -246 | 821'960 | 6 |
| NE | -21'590'458 | -2'163'920 | 0 | 0 | -23'754'379 | -139 | -23'994'322 | -141 | 239'943 | 2 |
| GE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| JU | -823'475 | 0 | -1'598'069 | -2'019'079 | -4'440'623 | -65 | -4'471'620 | -66 | 30'997 | 1 |
| Total | -121'707'918 | -121'707'918 | -60'853'959 | -60'853'959 | -365'123'753 | -47 | -368'811'871 | -48 | 3'688'119 | 1 |

3.2 Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)

Dans le cadre de la CCS, le montant d'environ 365,1 millions de francs se répartit à hauteur de deux tiers pour les charges excessives liées à la structure de la population (domaines A à C) et d'un tiers pour les charges excessives des villes-centres (domaine F). Les domaines A à C seront ainsi dotés de quelque 243 millions de francs en 2013, tandis que le domaine F disposera d'environ 122 millions de francs. La Figure 4 donne une vue d'ensemble des paiements compensatoires en francs par habitant.

Figure 4: Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques, en francs par habitant en 2013



3.2.1 Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)

Le calcul des charges excessives déterminantes liées à la structure de la population repose sur trois indicateurs partiels, à savoir la pauvreté, la structure d'âge et l'intégration

des étrangers. Pour la CCS, domaines A à C, toutes les données relatives à la population reposent sur les données officielles 2010 de l'OFS (selon STATPOP). Contrairement à la CCG, les indicateurs sont agrégés au moyen de l'analyse en composantes principales pour constituer un indice des charges globales.

Tableau 14 CCS, domaines A à C: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2013

| | Indicateurs partiels | | | Indice des charges | Coefficient de charge | Charges excessives déterminantes |
|--------------|------------------------|-------------------------------|-----------------------------------------|--------------------|-----------------------|----------------------------------|
| | Pauvreté ¹⁾ | Structure d'âge ²⁾ | Intégration des étrangers ³⁾ | | | |
| ZH | 5.0% | 4.5% | 8.8% | 0.105 | 1.336 | 144'172 |
| BE | 6.4% | 5.6% | 5.4% | 0.426 | 1.657 | 417'396 |
| LU | 4.2% | 4.4% | 6.1% | -0.420 | 0.811 | 0 |
| UR | 2.4% | 5.4% | 3.5% | -0.672 | 0.559 | 0 |
| SZ | 2.6% | 3.8% | 6.1% | -0.981 | 0.250 | 0 |
| OW | 2.4% | 4.3% | 5.4% | -0.914 | 0.317 | 0 |
| NW | 2.0% | 4.1% | 4.0% | -1.231 | 0.000 | 0 |
| GL | 4.1% | 5.3% | 6.8% | -0.026 | 1.205 | 0 |
| ZG | 3.8% | 3.6% | 9.3% | -0.437 | 0.794 | 0 |
| FR | 4.3% | 3.7% | 9.0% | -0.357 | 0.874 | 0 |
| SO | 4.9% | 5.0% | 5.9% | -0.050 | 1.181 | 0 |
| BS | 10.8% | 7.2% | 11.7% | 2.698 | 3.929 | 498'995 |
| BL | 4.0% | 5.1% | 6.2% | -0.165 | 1.066 | 0 |
| SH | 4.9% | 5.8% | 6.8% | 0.367 | 1.598 | 28'023 |
| AR | 3.3% | 5.4% | 3.8% | -0.469 | 0.762 | 0 |
| AI | 2.1% | 4.8% | 3.2% | -1.015 | 0.216 | 0 |
| SG | 4.1% | 4.4% | 6.5% | -0.411 | 0.820 | 0 |
| GR | 2.7% | 4.9% | 6.2% | -0.497 | 0.734 | 0 |
| AG | 3.3% | 4.0% | 6.7% | -0.700 | 0.531 | 0 |
| TG | 3.1% | 4.3% | 4.8% | -0.853 | 0.378 | 0 |
| TI | 8.5% | 5.7% | 5.5% | 0.897 | 2.128 | 299'376 |
| VD | 7.7% | 4.6% | 13.6% | 1.242 | 2.473 | 885'895 |
| VS | 2.8% | 4.4% | 9.0% | -0.393 | 0.838 | 0 |
| NE | 9.0% | 5.4% | 9.1% | 1.325 | 2.556 | 228'013 |
| GE | 10.4% | 4.5% | 19.4% | 2.441 | 3.672 | 1'117'282 |
| JU | 5.9% | 5.3% | 4.4% | 0.090 | 1.321 | 6'303 |
| Total | 4.8% | 4.8% | 7.2% | | 1.231 | 3'625'455 |

¹⁾ Part des bénéficiaires de prestations de l'aide sociale au sens large (selon la statistique de l'aide sociale 2010) dans la population résidente permanente (STATPOP 2010)

²⁾ Part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population résidente permanente (STATPOP 2010)

³⁾ Part des personnes étrangères ne provenant pas d'Etats limitrophes et vivant en Suisse depuis 12 ans au maximum, dans la population résidente permanente (STATPOP 2010)

Le Tableau 14 présente les charges excessives déterminantes liées à la structure de la population pour l'année 2013. Ces charges sont une valeur de synthèse, calculée en multipliant l'indice des charges par la population déterminante. Seuls les cantons ayant un indice des charges positif présentent des charges excessives déterminantes.

Les paiements compensatoires aux cantons sont proportionnels aux charges excessives déterminantes. Le Tableau 15 indique les montants pour l'année 2013. Les montants les plus élevés par habitant échoient, comme l'année précédente, aux cantons urbains de Bâle-Ville (176 francs) et de Genève (168 francs). Les montants alloués aux sept autres cantons sont inférieurs à 90 francs par habitant.

Tableau 15 CCS, domaines A à C: paiements compensatoires en 2013 et comparaison avec 2012

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Paiements 2013 | | Paiements 2012 | | Différence 2013 par rapport à 2012 | |
|--------------|---------------------|-----------------|---------------------|--------------|---------------------------------------|-----------------|
| | Total | par habitant | Total | par habitant | Total | par habitant |
| ZH | -9'679'829 | -7 | -13'103'584 | -10 | 3'423'755 | 3 |
| BE | -28'024'266 | -29 | -28'916'086 | -30 | 891'819 | 1 |
| LU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SZ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | -33'502'916 | -176 | -30'888'754 | -162 | -2'614'162 | -13 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | -1'881'462 | -25 | -2'042'321 | -27 | 160'858 | 2 |
| AR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TI | -20'100'365 | -61 | -21'402'654 | -65 | 1'302'288 | 5 |
| VD | -59'479'674 | -86 | -60'167'365 | -88 | 687'690 | 2 |
| VS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NE | -15'308'944 | -89 | -16'667'175 | -98 | 1'358'231 | 8 |
| GE | -75'015'197 | -168 | -72'378'763 | -163 | -2'636'434 | -4 |
| JU | -423'180 | -6 | -307'880 | -5 | -115'301 | -2 |
| Total | -243'415'835 | -32 | -245'874'581 | -32 | 2'458'746 | 1 |

L'augmentation la plus importante des paiements compensatoires par habitant concerne le canton de Bâle-Ville (13 fr./hab.). Elle s'explique par la croissance des indicateurs de pauvreté et de structure d'âge, cette dernière ayant varié notamment suite à la prise en

compte des nouvelles données démographiques. Dans les autres cantons, les variations sont inférieures à neuf francs par habitant.

3.2.2 Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)

Les charges excessives déterminantes des villes-centres sont calculées par commune à l'aide de trois indicateurs partiels, à savoir la taille de la commune, la densité de la population et le taux d'emploi, qui sont ensuite agrégés pour former un indice.

Les Tableaux 16 et 17 présentent, pour l'année 2013, les charges excessives déterminantes et les montants compensatoires qui en résultent. Ces charges sont une valeur de synthèse, calculée en multipliant le coefficient de charges par la population déterminante. L'indice des charges des cantons est calculé dans un premier temps sur la base des données communales. Dans une deuxième étape, les données communales sont pondérées par la population, et la moyenne cantonale est calculée. Les valeurs cantonales correspondent dès lors aux valeurs moyennes, pondérées par la population, des communes concernées. Cela vaut également pour les indicateurs partiels figurant dans le Tableau 16. Quant au coefficient de charges, il équivaut à la différence entre l'indice des charges et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, en l'occurrence, comme pour les années précédentes, celle d'Appenzell Rh.-Int. Par analogie avec la CCS, domaines A à C, les paiements compensatoires sont proportionnels aux charges excessives déterminantes.

Tableau 16 CCS, domaine F: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2013

| Valeurs moyennes des indicateurs partiels des communes | | | | | | |
|--------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------------|
| | Taille de la commune ¹⁾ | Taux d'emploi ²⁾ | Densité de l'habitat ³⁾ | Indice des charges | Coefficient de charges | Charges excessives déterminantes |
| ZH | 116'050 | 58.2% | 36.0 | 6.420 | 6.374 | 6'358'308 |
| BE | 25'843 | 51.6% | 17.3 | 1.779 | 1.733 | 0 |
| LU | 23'165 | 48.1% | 17.0 | 1.603 | 1.557 | 0 |
| UR | 4'280 | 41.8% | 5.1 | 0.222 | 0.176 | 0 |
| SZ | 9'149 | 40.8% | 8.9 | 0.570 | 0.524 | 0 |
| OW | 6'124 | 46.5% | 1.5 | 0.213 | 0.167 | 0 |
| NW | 4'718 | 44.1% | 6.5 | 0.333 | 0.287 | 0 |
| GL | 13'487 | 46.4% | 1.9 | 0.533 | 0.487 | 0 |
| ZG | 15'530 | 71.7% | 15.7 | 1.574 | 1.528 | 0 |
| FR | 8'129 | 38.7% | 14.1 | 0.717 | 0.671 | 0 |
| SO | 5'969 | 46.0% | 13.1 | 0.692 | 0.646 | 0 |
| BS | 146'338 | 86.0% | 127.1 | 11.958 | 11.912 | 1'880'707 |
| BL | 9'633 | 45.3% | 20.4 | 1.146 | 1.100 | 0 |
| SH | 18'271 | 49.7% | 10.1 | 1.129 | 1.083 | 0 |
| AR | 6'407 | 39.8% | 5.5 | 0.298 | 0.252 | 0 |
| AI | 3'535 | 38.9% | 2.7 | 0.046 | 0.000 | 0 |
| SG | 18'281 | 50.6% | 15.1 | 1.355 | 1.309 | 0 |
| GR | 8'396 | 49.4% | 5.6 | 0.521 | 0.475 | 0 |
| AG | 6'398 | 44.7% | 12.1 | 0.649 | 0.603 | 0 |
| TG | 7'892 | 42.7% | 10.0 | 0.591 | 0.545 | 0 |
| TI | 13'285 | 53.3% | 16.6 | 1.251 | 1.205 | 0 |
| VD | 29'625 | 45.7% | 28.1 | 2.306 | 2.260 | 368'574 |
| VS | 8'516 | 41.7% | 6.5 | 0.455 | 0.409 | 0 |
| NE | 17'270 | 51.3% | 13.0 | 1.233 | 1.187 | 0 |
| GE | 85'989 | 60.1% | 118.6 | 8.709 | 8.663 | 3'167'265 |
| JU | 3'691 | 48.0% | 3.5 | 0.218 | 0.172 | 0 |
| Total | 40'653 | 51.0% | 27.5 | 1.789 | 1.743 | 11'774'854 |

1) Population résidante permanente des communes (STATPOP 2010).

2) Nombre de personnes actives par rapport à la population résidante permanente des communes (selon la statistique des entreprises 2008).

3) Population résidante permanente et nombre de personnes actives par rapport à la surface productive des communes (selon la statistique de la superficie 1992/97)

Les paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres reculent, passant de 122,9 millions de francs (2012) à 121,7 millions. Comme l'an dernier, quatre cantons, Zurich, Bâle-Ville, Vaud et Genève, bénéficient de paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres. Les variations par rapport à l'année précédente sont minimes. Elles se chiffrent à six francs par habitant pour le canton de Bâle-Ville, en raison de la prise en compte des nouvelles données démographiques, mais atteignent au maximum un franc dans les autres cantons.

Tableau 17 CCS, domaine F: paiements compensatoires en 2013 et comparaison avec 2012

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Charges excessives des villes-centres 2013 | | Charges excessives des villes-centres 2012 | | Différence 2013 par rapport à 2012 | |
|--------------|--------------------------------------------|--------------|--------------------------------------------|--------------|------------------------------------|--------------|
| | Total | par habitant | Total | par habitant | Total | par habitant |
| ZH | -65'721'109 | -49 | -65'739'773 | -50 | 18'663 | 1 |
| BE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SZ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | -19'439'469 | -102 | -20'465'947 | -108 | 1'026'478 | 6 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VD | -3'809'678 | -6 | -3'773'607 | -6 | -36'071 | 0 |
| VS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GE | -32'737'661 | -73 | -32'957'964 | -74 | 220'302 | 1 |
| JU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | -121'707'918 | -16 | -122'937'290 | -16 | 1'229'373 | 0 |

3.2.3 Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques

Le Tableau 18 présente une comparaison récapitulative des paiements compensatoires totaux liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques pour les années 2012 et 2013.

Tableau 18 Total de la CCS: paiements compensatoires pour 2013 et comparaison avec 2012

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

| | CCS 2013 | | CCS 2012 | | Différence 2013 par rapport à 2012 | |
|--------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|
| | Total | par habitant | Total | par habitant | Total | par habitant |
| ZH | -75'400'938 | -56 | -78'843'357 | -59 | 3'442'419 | 3 |
| BE | -28'024'266 | -29 | -28'916'086 | -30 | 891'819 | 1 |
| LU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SZ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | -52'942'385 | -277 | -51'354'701 | -270 | -1'587'684 | -7 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | -1'881'462 | -25 | -2'042'321 | -27 | 160'858 | 2 |
| AR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TI | -20'100'365 | -61 | -21'402'654 | -65 | 1'302'288 | 5 |
| VD | -63'289'353 | -92 | -63'940'972 | -94 | 651'619 | 2 |
| VS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NE | -15'308'944 | -89 | -16'667'175 | -98 | 1'358'231 | 8 |
| GE | -107'752'859 | -241 | -105'336'727 | -238 | -2'416'132 | -3 |
| JU | -423'180 | -6 | -307'880 | -5 | -115'301 | -2 |
| Total | -365'123'753 | -47 | -368'811'871 | -48 | 3'688'119 | 1 |

4 Compensation des cas de rigueur en 2013

Pour l'année de référence 2013, les cantons du Tessin et de Schaffhouse rejoignent le groupe des cantons à fort potentiel de ressources. De 2008 à 2012, le canton du Tessin n'a perçu aucun montant au titre de la compensation des cas de rigueur, tandis que le canton de Schaffhouse a bénéficié de 6,6 millions de francs par année. Or, selon l'art. 19, al. 6, PFCC, un canton perd son droit aux prestations du fonds de compensation des cas de rigueur quand son potentiel de ressources dépasse la moyenne suisse. Il s'ensuit que les paiements compensatoires totaux sont réduits de 6,6 millions de francs ou 1,8 %, de sorte que les versements de chaque canton ainsi que ceux de la Confédération diminuent aussi de 1,8 %. Les nouveaux montants versés et perçus par canton sont présentés dans le Tableau 19.

Tableau 19 Compensation des cas de rigueur en 2013

en milliers de francs

| Compensation des cas de rigueur (CCR) en 2013 | | | |
|----------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------|
| | Montants perçus | Montants versés | Solde CCR |
| ZH | 0 | 20'251 | 20'251 |
| BE | -52'135 | 15'801 | -36'334 |
| LU | -23'692 | 5'729 | -17'963 |
| UR | 0 | 574 | 574 |
| SZ | 0 | 2'120 | 2'120 |
| OW | -9'442 | 534 | -8'908 |
| NW | 0 | 612 | 612 |
| GL | -8'169 | 636 | -7'533 |
| ZG | 0 | 1'628 | 1'628 |
| FR | -137'280 | 3'934 | -133'346 |
| SO | 0 | 4'024 | 4'024 |
| BS | 0 | 3'192 | 3'192 |
| BL | 0 | 4'264 | 4'264 |
| SH | 0 | 1'216 | 1'216 |
| AR | 0 | 886 | 886 |
| AI | 0 | 243 | 243 |
| SG | 0 | 7'438 | 7'438 |
| GR | 0 | 3'128 | 3'128 |
| AG | 0 | 8'967 | 8'967 |
| TG | 0 | 3'773 | 3'773 |
| TI | 0 | 5'092 | 5'092 |
| VD | 0 | 10'420 | 10'420 |
| VS | 0 | 4'529 | 4'529 |
| NE | -108'833 | 2'764 | -106'069 |
| GE | 0 | 6'772 | 6'772 |
| JU | -19'388 | 1'120 | -18'268 |
| Total | -358'937 | 119'646 | -239'292 |

5 Corrections rétroactives des erreurs

Les facteurs alpha et bêta sont recalculés pour chaque période de quatre ans. Pour la deuxième de ces périodes, ils l'ont été avec les chiffres de 2012. Or, durant l'audition relative à ces chiffres, le canton d'Argovie a indiqué qu'en contrôlant le facteur alpha, il avait obtenu une valeur légèrement supérieure à celle sous audition. Toutefois, en raison de sa formulation, la remarque du canton d'Argovie a été mal interprétée par l'AFF, qui n'a pas pris note de l'erreur. Le malentendu n'a été découvert qu'après l'approbation des chiffres par le Conseil fédéral. De l'avis du groupe technique chargé de la qualité, il s'agit d'une erreur annoncée lors de la procédure d'audition, de sorte que l'art. 42a OPFCC ne s'applique pas et que les paiements compensatoires au titre de la péréquation des ressources de 2012 doivent être corrigés rétroactivement avec les paiements de 2013. Les effets de la correction pour chaque canton sont présentés dans le Tableau 20.

Tableau 20 Correction avec effet rétroactif sur 2012

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Paiements compensatoires (en francs) | | |
|--------------------|--------------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| | Chiffres définitifs 2012 | Chiffres corrigés 2012* | Correction rétroactive de l'erreur |
| Zurich | 485'932'980 | 490'362'854 | 4'429'874 |
| Berne | -972'680'683 | -974'903'456 | -2'222'773 |
| Lucerne | -338'412'988 | -339'737'713 | -1'324'725 |
| Uri | -75'051'825 | -75'323'666 | -271'841 |
| Schwyz | 110'468'636 | 112'586'383 | 2'117'747 |
| Obwald | -21'698'053 | -21'774'512 | -76'459 |
| Nidwald | 14'649'181 | 15'358'751 | 709'570 |
| Glaris | -61'125'615 | -61'247'607 | -121'992 |
| Zoug | 260'417'128 | 261'807'067 | 1'389'939 |
| Fribourg | -323'251'188 | -328'546'188 | -5'295'000 |
| Soleure | -180'349'740 | -183'963'706 | -3'613'966 |
| Bâle-Ville | 148'245'052 | 148'911'696 | 666'644 |
| Bâle-Campagne | 6'393'767 | 5'872'954 | -520'813 |
| Schaffhouse | -273'224 | -352'702 | -79'478 |
| Appenzell Rh.-Ext. | -41'789'266 | -41'479'911 | 309'355 |
| Appenzell Rh.-Int. | -8'755'229 | -8'641'271 | 113'958 |
| St-Gall | -415'986'203 | -416'780'200 | -793'997 |
| Grisons | -132'758'963 | -131'248'587 | 1'510'376 |
| Argovie | -199'646'611 | -202'489'353 | -2'842'742 |
| Thurgovie | -213'928'904 | -215'022'719 | -1'093'815 |
| Tessin | -1'200'438 | -1'498'186 | -297'748 |
| Vaud | 82'386'056 | 81'705'019 | -681'037 |
| Valais | -455'173'964 | -456'582'150 | -1'408'186 |
| Neuchâtel | -9'575'033 | -10'535'569 | -960'536 |
| Genève | 344'426'020 | 344'451'908 | 25'888 |
| Jura | -121'478'065 | -122'797'446 | -1'319'381 |
| Total | -2'120'217'172 | -2'131'868'310 | -11'651'139 |

* Avec un facteur alpha de 0.8% au lieu de 0.7%

6 Vue d'ensemble des paiements en 2013

Le Tableau 21 présente une vue d'ensemble du calcul des dotations des divers instruments de péréquation en 2013.

Tableau 21 Dotation des instruments de péréquation en 2013

en francs

| | Dotation 2012 selon OPFCC | Correction rétroactive de l'erreur | Dotation 2012 corrigée | Progression ordinaire | | Dotation 2013 |
|--------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|-----------------------|------------|---------------|
| | | | | en % | en francs | |
| Péréquation des ressources | | | | | | |
| verticale | 2'120'217'172 | 11'651'139 | 2'131'868'310 | 3.0% | 64'596'958 | 2'196'465'269 |
| horizontale | 1'452'918'820 | 8'137'813 | 1'461'056'632 | 2.7% | 39'162'214 | 1'500'218'846 |
| <i>Rapport péréquation horizontale/verticale</i> | <i>68.5%</i> | | <i>68.5%</i> | | | <i>68.3%</i> |
| Péréquation des charges | | | | | | |
| Facteurs socio-démographiques | | | | | | |
| Structure de la population | 245'874'581 | | 245'874'581 | -1.0% | -2'458'746 | 243'415'835 |
| Villes-centres | 122'937'290 | | 122'937'290 | -1.0% | -1'229'373 | 121'707'918 |
| Facteurs géo-topographiques | | | | | | |
| | 368'811'871 | | 368'811'871 | -1.0% | -3'688'119 | 365'123'753 |
| Compensation des cas de rigueur | | | | | | |
| Confédération | 243'718'428 | | 243'718'428 | -1.8% | -4'426'853 | 239'291'575 |
| Cantons | 121'859'214 | | 121'859'214 | -1.8% | -2'213'426 | 119'645'788 |

Les paiements compensatoires décrits aux paragraphes précédents et relevant de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur constituent les paiements compensatoires nets des cantons en 2013. En 2012, les contributions de base pour la compensation de l'écart par rapport à la neutralité budgétaire lors du passage à la RPT ont été augmentées de 112 Millions. Ce montant a été ajouté aux contributions de base de la première période quadriennale et a été partagé proportionnellement entre la péréquation verticale des ressources et les deux instruments de compensation des charges. Ce niveau majoré a servi de base pour l'année 2013. Les paiements compensatoires ont lieu deux fois par an, en fin de semestre. Le Tableau 22 présente les montants correspondants par canton et le Tableau 23 une comparaison avec l'année de référence 2012.

Tableau 22 Paiements compensatoires nets en 2013

en milliers de francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | IR 2013 | PR 2013 | | | | CC 2013 | | | | Total des instruments de péréquation | Compensation nette des cas de rigueur | Total des paiements compensatoires nets en 2013 | | Correction de l'erreur pour alpha 2012 | Total des paiements compensatoires nets en 2013, prenant en compte la correction de l'erreur | |
|--------------|--------------|------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| | | Charge | Allègement | Péréquation verticale | Total | CCG | CCS_A C | CCS_F | Total | | | en milliers de francs | par habitant (en francs) * | | en milliers de francs | par habitant (en francs) * |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ZH | 119.1 | 432'672 | 0 | 0 | 432'672 | 0 | -9'680 | -65'721 | -75'401 | 357'271 | 20'251 | 377'522 | 281 | 4'430 | 381'952 | 284 |
| BE | 74.6 | 0 | -435'271 | -637'279 | -1'072'550 | -25'717 | -28'024 | 0 | -53'742 | -1'126'292 | -36'334 | -1'162'626 | -1'193 | -2'223 | -1'164'848 | -1'195 |
| LU | 77.0 | 0 | -140'233 | -205'314 | -345'546 | -6'940 | 0 | 0 | -6'940 | -352'487 | -17'963 | -370'450 | -1'011 | -1'325 | -371'775 | -1'015 |
| UR | 60.2 | 0 | -30'747 | -45'016 | -75'763 | -11'289 | 0 | 0 | -11'289 | -87'052 | 574 | -86'478 | -2'498 | -272 | -86'749 | -2'506 |
| SZ | 157.1 | 136'248 | 0 | 0 | 136'248 | -6'257 | 0 | 0 | -6'257 | 129'992 | 2'120 | 132'112 | 931 | 2'118 | 134'229 | 946 |
| OW | 82.1 | 0 | -8'850 | -12'957 | -21'807 | -5'647 | 0 | 0 | -5'647 | -27'454 | -8'908 | -36'362 | -1'063 | -76 | -36'439 | -1'066 |
| NW | 126.2 | 17'610 | 0 | 0 | 17'610 | -1'558 | 0 | 0 | -1'558 | 16'052 | 612 | 16'664 | 418 | 710 | 17'374 | 436 |
| GL | 65.7 | 0 | -26'953 | -39'462 | -66'414 | -5'360 | 0 | 0 | -5'360 | -71'775 | -7'533 | -79'308 | -2'079 | -122 | -79'430 | -2'082 |
| ZG | 247.6 | 273'519 | 0 | 0 | 273'519 | 0 | 0 | 0 | 0 | 273'519 | 1'628 | 275'146 | 2'499 | 1'390 | 276'536 | 2'511 |
| FR | 73.7 | 0 | -126'123 | -184'656 | -310'779 | -12'249 | 0 | 0 | -12'249 | -323'028 | -133'346 | -456'375 | -1'697 | -5'295 | -461'670 | -1'717 |
| SO | 78.8 | 0 | -84'793 | -124'145 | -208'939 | 0 | 0 | 0 | 0 | -208'939 | 4'024 | -204'915 | -818 | -3'614 | -208'529 | -832 |
| BS | 151.0 | 163'853 | 0 | 0 | 163'853 | 0 | -33'503 | -19'439 | -52'942 | 110'911 | 3'192 | 114'103 | 598 | 667 | 114'770 | 602 |
| BL | 99.5 | 0 | -286 | -418 | -704 | 0 | 0 | 0 | 0 | -704 | 4'264 | 3'560 | 13 | -521 | 3'039 | 11 |
| SH | 102.6 | 3'310 | 0 | 0 | 3'310 | 0 | -1'881 | 0 | -1'881 | 1'428 | 1'216 | 2'644 | 35 | -79 | 2'564 | 34 |
| AR | 81.2 | 0 | -14'690 | -21'507 | -36'197 | -18'313 | 0 | 0 | -18'313 | -54'511 | 886 | -53'625 | -1'021 | 309 | -53'316 | -1'015 |
| AI | 84.9 | 0 | -3'044 | -4'457 | -7'501 | -8'500 | 0 | 0 | -8'500 | -16'001 | 243 | -15'759 | -1'035 | 114 | -15'645 | -1'027 |
| SG | 78.7 | 0 | -159'517 | -233'549 | -393'066 | -2'074 | 0 | 0 | -2'074 | -395'140 | 7'438 | -387'702 | -825 | -794 | -388'496 | -826 |
| GR | 81.5 | 0 | -52'806 | -77'313 | -130'119 | -142'358 | 0 | 0 | -142'358 | -272'476 | 3'128 | -269'348 | -1'394 | 1'510 | -267'838 | -1'386 |
| AG | 88.5 | 0 | -77'413 | -113'340 | -190'753 | 0 | 0 | 0 | 0 | -190'753 | 8'967 | -181'786 | -309 | -2'843 | -184'629 | -314 |
| TG | 77.4 | 0 | -89'934 | -131'672 | -221'606 | -3'877 | 0 | 0 | -3'877 | -225'483 | 3'773 | -221'710 | -920 | -1'094 | -222'804 | -925 |
| TI | 101.2 | 6'576 | 0 | 0 | 6'576 | -14'397 | -20'100 | 0 | -34'498 | -27'921 | 5'092 | -22'829 | -69 | -298 | -23'127 | -70 |
| VD | 109.2 | 107'462 | 0 | 0 | 107'462 | 0 | -59'480 | -3'810 | -63'289 | 44'172 | 10'420 | 54'592 | 79 | -681 | 53'911 | 78 |
| VS | 68.7 | 0 | -185'291 | -271'283 | -456'574 | -72'390 | 0 | 0 | -72'390 | -528'965 | 4'529 | -524'436 | -1'742 | -1'408 | -525'844 | -1'747 |
| NE | 93.5 | 0 | -9'262 | -13'561 | -22'823 | -23'754 | -15'309 | 0 | -39'063 | -61'886 | -106'069 | -167'955 | -982 | -961 | -168'916 | -987 |
| GE | 147.7 | 358'969 | 0 | 0 | 358'969 | 0 | -75'015 | -32'738 | -107'753 | 251'216 | 6'772 | 257'988 | 577 | 26 | 258'014 | 577 |
| JU | 62.8 | 0 | -55'007 | -80'536 | -135'542 | -4'441 | -423 | 0 | -4'864 | -140'406 | -18'268 | -158'674 | -2'317 | -1'319 | -159'993 | -2'336 |
| Total | 100.0 | 1'500'219 | -1'500'219 | -2'196'465 | -2'196'465 | -365'124 | -243'416 | -121'708 | -730'248 | -2'926'713 | -239'292 | -3'166'004 | -411 | -11'651 | -3'177'655 | -412 |

IR = indice des ressources; PR = péréquation des ressources; CC = compensation des charges; CCG = compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques; CCS = compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques, A-C = domaines pauvreté, vieillesse, intégration des étrangers, F = problématique des villes-centres

* par habitant de la population déterminante pour le potentiel des ressources (= population résidente moyenne, moyenne 2007-2009).

Tableau 23 Paiements compensatoires nets en 2013 et comparaison avec 2012

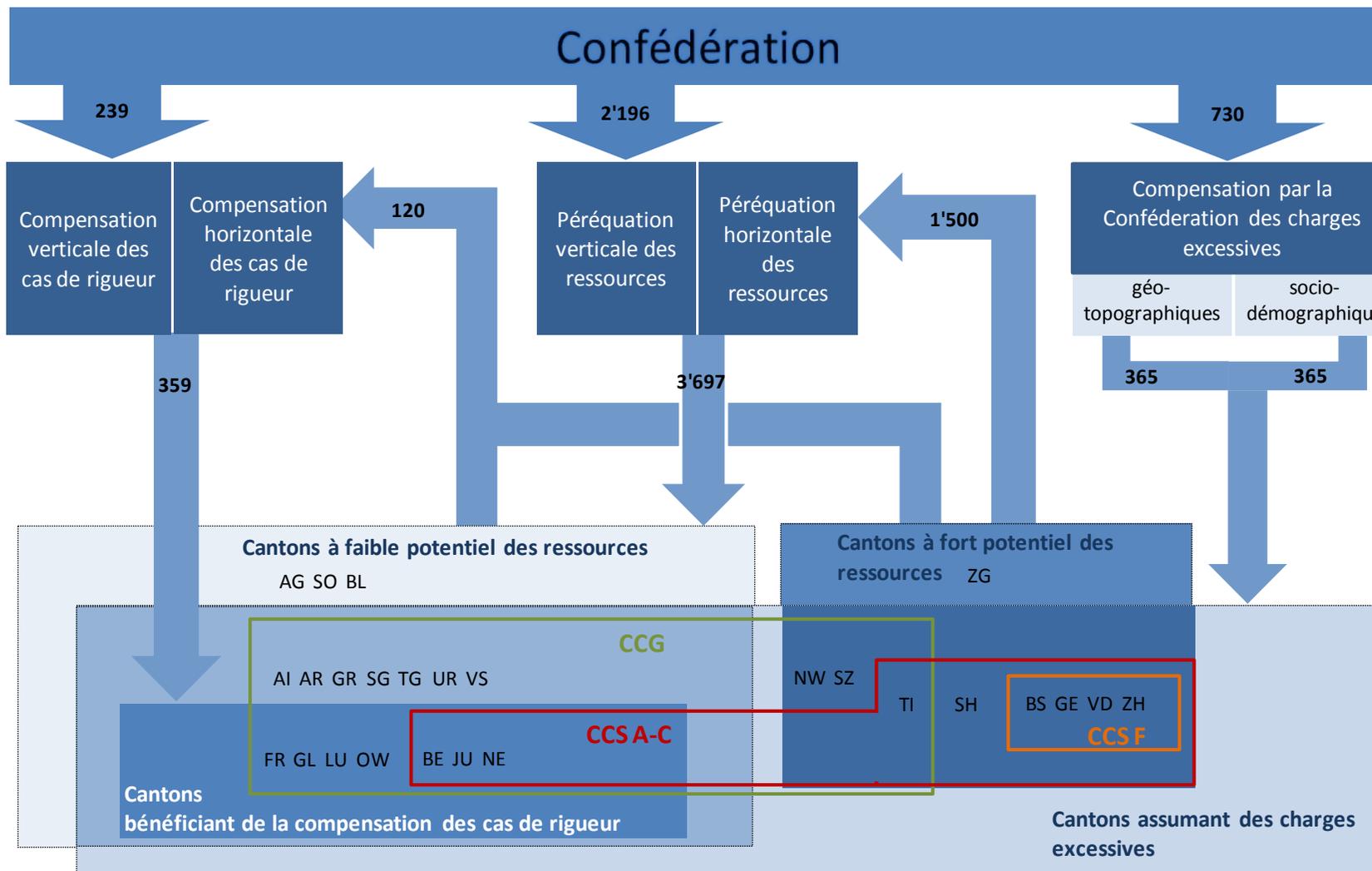
(+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

| | Paiements compensatoires nets | | | | | |
|--------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------|------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| | Année 2013 | | Année 2012* | | Différence 2013 par rapport à 2012 | |
| | en milliers de francs | en francs par habitant | en milliers de francs | en francs par habitant | en milliers de francs | en francs par habitant |
| ZH | 377'522 | 281 | 432'145 | 326 | -54'623 | -45 |
| BE | -1'162'626 | -1'193 | -1'065'755 | -1'098 | -96'871 | -95 |
| LU | -370'450 | -1'011 | -364'605 | -1'007 | -5'845 | -4 |
| UR | -86'478 | -2'498 | -86'147 | -2'493 | -331 | -5 |
| SZ | 132'112 | 931 | 108'416 | 774 | 23'696 | 157 |
| OW | -36'362 | -1'063 | -36'385 | -1'077 | 23 | 14 |
| NW | 16'664 | 418 | 14'413 | 364 | 2'251 | 54 |
| GL | -79'308 | -2'079 | -74'183 | -1'949 | -5'125 | -130 |
| ZG | 275'146 | 2'499 | 263'465 | 2'420 | 11'681 | 78 |
| FR | -456'375 | -1'697 | -474'244 | -1'795 | 17'869 | 98 |
| SO | -204'915 | -818 | -179'865 | -722 | -25'049 | -96 |
| BS | 114'103 | 598 | 100'808 | 530 | 13'295 | 68 |
| BL | 3'560 | 13 | 10'216 | 38 | -6'656 | -25 |
| SH | 2'644 | 35 | -7'797 | -104 | 10'441 | 140 |
| AR | -53'625 | -1'021 | -59'076 | -1'128 | 5'451 | 107 |
| AI | -15'759 | -1'035 | -16'978 | -1'124 | 1'219 | 89 |
| SG | -387'702 | -825 | -411'300 | -882 | 23'598 | 57 |
| GR | -269'348 | -1'394 | -271'907 | -1'415 | 2'559 | 21 |
| AG | -181'786 | -309 | -193'357 | -334 | 11'570 | 24 |
| TG | -221'710 | -920 | -215'096 | -903 | -6'613 | -17 |
| TI | -22'829 | -69 | -32'147 | -98 | 9'318 | 29 |
| VD | 54'592 | 79 | 28'377 | 42 | 26'216 | 37 |
| VS | -524'436 | -1'742 | -525'182 | -1'768 | 746 | 26 |
| NE | -167'955 | -982 | -157'215 | -924 | -10'741 | -58 |
| GE | 257'988 | 577 | 246'012 | 556 | 11'976 | 21 |
| JU | -158'674 | -2'317 | -145'824 | -2'137 | -12'850 | -181 |
| Total | -3'166'004 | -411 | -3'113'210 | -408 | -52'794 | -3 |

* 2012 avec $\alpha = 0,8\%$

Figure 5: Présentation schématique de la péréquation financière 2013

en mio. de francs



Annexe 1: nouvelles données démographiques

Suite au changement de méthode de recensement de la population intervenu en 2010 – le recensement est désormais fondé non sur une enquête directe auprès de la population mais sur un relevé des registres officiels –, les données démographiques ne sont plus disponibles sous la même forme que précédemment⁴. Il en résulte de légères variations tant dans la péréquation des ressources que dans la compensation des charges. Les premiers indicateurs ont été adaptés à la nouvelle méthode (STATPOP)⁵ pour l'année de référence 2013. En raison du décalage temporel propre à la péréquation des ressources, il faudra cependant attendre l'année de référence 2017 pour que les calculs de la péréquation financière soient fondés exclusivement sur les données STATPOP.

Jusqu'ici, la péréquation financière reposait sur trois ensembles de données démographiques: la population résidente permanente, la population résidente moyenne et la population résidente selon le recensement fédéral de 2000. Le Tableau 24 présente une vue d'ensemble des définitions de la population utilisées en relation avec chaque indicateur.

Tableau 24 Définitions de la population dans la péréquation financière 2008-2012

| | Population résidente permanente | Population résidente moyenne | Population résidente selon recensement de la population |
|-----------------------------------|---------------------------------|------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Péréquation des ressources | | | |
| Population déterminante | | X | |
| CCG | | | |
| 1 Altitude | | | X |
| 3 Habitat clairsemé | | | X |
| 4 Faible densité démographique | X | | |
| CCS | | | |
| A Pauvreté | X | | |
| B Structure d'âge | X | | |
| C Intégration des étrangers | X | | |
| F Indicateurs des villes-centres | X | | |

⁴ Pour de plus amples informations, cf. www.recensement.ch

⁵ Cf. http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/infothek/erhebungen_quellen/blank/blank/statpop/02.html

Par principe, la péréquation financière s'appuie si possible sur la définition officielle de la population établie par l'OFS pour l'année concernée. Les effets du passage à STATPOP sur les trois anciennes définitions de la population sont brièvement commentés ci-après.

Population résidente permanente

La population résidente permanente inclut désormais les personnes engagées dans le processus d'asile et résidant depuis au moins douze mois en Suisse. De plus, on tient compte non plus du domicile civil, mais du domicile principal.

Sur le plan suisse, ces changements se sont traduits par une augmentation de 0,1 % de la population résidente permanente en 2010. Les variations diffèrent cependant selon les cantons, comme le montre le Tableau 25.

Tableau 25 Effets du passage d'ESPOP à STATPOP sur la population résidente permanente en 2010

| | Population résidente moyenne 2010 | | | |
|----|-----------------------------------|-----------|------------|-------|
| | ESPOP | STATPOP | Différence | |
| ZH | 1'368'822 | 1'373'068 | 4'246 | 0.3% |
| BE | 978'248 | 979'802 | 1'554 | 0.2% |
| LU | 376'395 | 377'610 | 1'215 | 0.3% |
| UR | 35'301 | 35'422 | 121 | 0.3% |
| SZ | 146'285 | 146'730 | 445 | 0.3% |
| OW | 35'492 | 35'585 | 93 | 0.3% |
| NW | 40'922 | 41'024 | 102 | 0.2% |
| GL | 38'568 | 38'608 | 40 | 0.1% |
| ZG | 112'237 | 113'105 | 868 | 0.8% |
| FR | 277'824 | 278'493 | 669 | 0.2% |
| SO | 254'758 | 255'284 | 526 | 0.2% |
| BS | 189'431 | 184'950 | -4'481 | -2.4% |
| BL | 273'887 | 274'404 | 517 | 0.2% |
| SH | 76'345 | 76'356 | 11 | 0.0% |
| AR | 52'938 | 53'017 | 79 | 0.1% |
| AI | 15'655 | 15'688 | 33 | 0.2% |
| SG | 477'746 | 478'907 | 1'161 | 0.2% |
| GR | 192'702 | 192'621 | -81 | 0.0% |
| AG | 608'299 | 611'466 | 3'167 | 0.5% |
| TG | 247'781 | 248'444 | 663 | 0.3% |
| TI | 339'946 | 333'753 | -6'193 | -1.8% |
| VD | 711'818 | 713'281 | 1'463 | 0.2% |
| VS | 311'985 | 312'684 | 699 | 0.2% |
| NE | 171'904 | 172'085 | 181 | 0.1% |
| GE | 458'559 | 457'715 | -844 | -0.2% |
| JU | 70'164 | 70'032 | -132 | -0.2% |
| CH | 7'864'012 | 7'870'134 | 6'122 | 0.1% |

Tableau 26 Effets du passage d'ESPOP à STATPOP sur les divers groupes de population en 2010

| | Population résidante moyenne âgée de 80 ans ou plus (2010) | | | | | Population résidante étrangère de pays non limitrophes (2010) | | | |
|----|------------------------------------------------------------|---------|------------|-------|----|---------------------------------------------------------------|---------|------------|------|
| | ESPOP | STATPOP | Différence | | | ESPOP | STATPOP | Différence | |
| ZH | 63'225 | 61'950 | -1'275 | -2.0% | ZH | 115'658 | 121'037 | 5'379 | 4.7% |
| BE | 56'271 | 54'650 | -1'621 | -2.9% | BE | 49'258 | 52'619 | 3'361 | 6.8% |
| LU | 16'617 | 16'590 | -27 | -0.2% | LU | 21'539 | 23'137 | 1'598 | 7.4% |
| UR | 1'769 | 1'926 | 157 | 8.9% | UR | 1'158 | 1'252 | 94 | 8.1% |
| SZ | 5'992 | 5'593 | -399 | -6.7% | SZ | 8'287 | 8'954 | 667 | 8.0% |
| OW | 1'542 | 1'520 | -22 | -1.4% | OW | 1'790 | 1'908 | 118 | 6.6% |
| NW | 1'685 | 1'679 | -6 | -0.4% | NW | 1'519 | 1'645 | 126 | 8.3% |
| GL | 1'998 | 2'030 | 32 | 1.6% | GL | 2'467 | 2'620 | 153 | 6.2% |
| ZG | 4'108 | 4'115 | 7 | 0.2% | ZG | 10'300 | 10'529 | 229 | 2.2% |
| FR | 10'344 | 10'170 | -174 | -1.7% | FR | 24'279 | 25'097 | 818 | 3.4% |
| SO | 12'802 | 12'764 | -38 | -0.3% | SO | 14'114 | 15'116 | 1'002 | 7.1% |
| BS | 13'329 | 13'280 | -49 | -0.4% | BS | 21'626 | 21'654 | 28 | 0.1% |
| BL | 14'063 | 14'039 | -24 | -0.2% | BL | 15'966 | 17'014 | 1'048 | 6.6% |
| SH | 4'755 | 4'428 | -327 | -6.9% | SH | 4'993 | 5'218 | 225 | 4.5% |
| AR | 3'011 | 2'852 | -159 | -5.3% | AR | 1'851 | 2'022 | 171 | 9.2% |
| AI | 752 | 752 | 0 | 0.0% | AI | 464 | 506 | 42 | 9.1% |
| SG | 21'534 | 20'882 | -652 | -3.0% | SG | 29'270 | 30'924 | 1'654 | 5.7% |
| GR | 9'650 | 9'520 | -130 | -1.3% | GR | 11'618 | 11'998 | 380 | 3.3% |
| AG | 24'595 | 24'358 | -237 | -1.0% | AG | 38'605 | 40'766 | 2'161 | 5.6% |
| TG | 11'600 | 10'563 | -1'037 | -8.9% | TG | 11'448 | 11'966 | 518 | 4.5% |
| TI | 19'983 | 18'970 | -1'013 | -5.1% | TI | 18'046 | 18'359 | 313 | 1.7% |
| VD | 33'117 | 32'959 | -158 | -0.5% | VD | 94'543 | 96'698 | 2'155 | 2.3% |
| VS | 13'945 | 13'622 | -323 | -2.3% | VS | 27'287 | 28'039 | 752 | 2.8% |
| NE | 10'099 | 9'372 | -727 | -7.2% | NE | 14'860 | 15'675 | 815 | 5.5% |
| GE | 20'794 | 20'666 | -128 | -0.6% | GE | 84'469 | 88'941 | 4'472 | 5.3% |
| JU | 3'835 | 3'696 | -139 | -3.6% | JU | 2'869 | 3'076 | 207 | 7.2% |
| CH | 381'415 | 372'946 | -8'469 | -2.2% | CH | 628'284 | 656'770 | 28'486 | 4.5% |

Les effets sur la compensation des charges sont minimes en particulier pour les cantons qui ont droit uniquement à la CCG. Pour ceux bénéficiant de paiements CCS, les variations peuvent être plus importantes, mais restent inférieures à huit francs par habitant (cf. Tableau 27). A noter que l'indicateur de pauvreté de la CCS, domaine A, n'est disponible que sur la base des données officielles STATPOP et qu'il n'est par conséquent pas pris en considération dans le Tableau 27.

Tableau 27 Effets du passage d'ESPOP à STATPOP sur les paiements compensatoires par habitant en 2013 (sans CCS, domaine A)

| | Total CC | | |
|----|--------------------------|----------------------------|-----------|
| | STATPOP Francs / hab. | Variation Francs / hab. | Pour-cent |
| ZH | 57.05 | 0.16 | 0.3% |
| BE | 53.60 | -1.28 | -2.4% |
| LU | 18.57 | -0.06 | -0.3% |
| UR | 322.76 | -1.28 | -0.4% |
| SZ | 42.85 | -0.19 | -0.4% |
| OW | 160.43 | -0.52 | -0.3% |
| NW | 38.16 | -0.16 | -0.4% |
| GL | 140.51 | -0.23 | -0.2% |
| ZG | - | - | 0.0% |
| FR | 44.19 | -0.17 | -0.4% |
| SO | - | - | 0.0% |
| BS | 275.59 | 4.82 | 1.7% |
| BL | - | - | 0.0% |
| SH | 20.00 | -7.97 | -39.8% |
| AR | 348.91 | -0.52 | -0.1% |
| AI | 547.33 | -1.22 | -0.2% |
| SG | 4.38 | -0.01 | -0.2% |
| GR | 747.64 | 0.19 | 0.0% |
| AG | - | - | 0.0% |
| TG | 15.76 | -0.04 | -0.3% |
| TI | 104.64 | -1.51 | -1.4% |
| VD | 92.07 | 1.27 | 1.4% |
| VS | 234.10 | -0.62 | -0.3% |
| NE | 229.58 | -6.74 | -2.9% |
| GE | 239.38 | 7.23 | 3.0% |
| JU | 65.14 | -1.87 | -2.9% |

Vu qu'elles se réfèrent à la population officiellement recensée en 2010, les données STATPOP sont utilisées, pour l'année de référence 2013, pour tous les indicateurs reposant sur la population résidente permanente.

Population résidente moyenne

La population résidente moyenne comprenait jusqu'ici la population résidente permanente et non permanente, car cette dernière est aussi fiscalement exploitable par les cantons. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle restera constituée à l'avenir de ces deux groupes de population, à ceci près: dans STATPOP, la population résidente non permanente est désormais calculée non plus sur la base de la moyenne des effectifs mensuels (établis à la fin de chaque mois), mais sur celle des effectifs en début et en fin d'année. Il peut donc en résulter des chiffres plus élevés dans les cantons où l'emploi augmente en fin d'année (tourisme hivernal).

La population résidante moyenne a été calculée pour la première selon les données STATPOP en 2011. Il s'ensuit que pour l'année de référence 2015, les années de calcul 2009 et 2010 tiendront encore compte de la population selon ESPOP, tandis que l'année de référence 2011 se fondera déjà sur la population selon STATPOP. Pour l'année de référence 2016, on comptera deux années de calcul, soit 2011 et 2012, conformes aux données STATPOP et il faudra attendre l'année de référence 2017 pour que ce soit le cas des trois années de calcul.

S'agissant de la population résidante moyenne, il n'est pas possible de calculer les effets du changement de méthode de recensement sur la péréquation financière, car les données ESPOP ne sont disponibles que jusqu'en 2010 et les données STATPOP seulement à partir de 2011.

Population résidante selon recensement de la population

Le passage à STATPOP implique que l'on ne disposera plus des données relatives à la «population résidante selon recensement de la population». Ces données étaient utilisées jusqu'ici pour les deux indicateurs nécessitant un géocodage (population vivant à plus de 800 mètres d'altitude et population vivant hors des zones urbanisées). Or, le géocodage n'est possible que si le lieu de domicile est connu avec précision, ce que seul le recensement fédéral décennal garantissait jusqu'ici. Avec STATPOP, il est désormais possible de géocoder les données démographiques annuelles, ce qui permet d'actualiser annuellement les deux indicateurs précités.

Le géocodage représentant une lourde charge de travail, l'OFS n'a pas été en mesure de livrer des données STATPOP géocodées pour l'année de référence 2013. C'est pourquoi on s'est encore servi des données du recensement fédéral de 2000. Selon l'OFS, les nouvelles données devraient être disponibles dès l'année de référence 2014. Il y aura donc lieu de remplacer, dans les art. 29 et 30 OPFCC, l'expression «population selon le recensement fédéral» par «population résidante permanente», avec effet au 1^{er} janvier 2014. L'AFF modifiera l'ordonnance en conséquence lorsqu'elle calculera les chiffres de 2014.

L'AFF entend se servir des données relatives à la population résidante permanente aussitôt que les données géocodées seront disponibles. La compensation des charges sera ainsi entièrement fondée sur les mêmes données démographiques.

Il n'est pas possible en l'état d'apprécier les effets du passage à STATPOP sur la population résidante selon recensement de la population. Il faut attendre pour cela que le géocodage des données soit réalisé. A noter cependant que les changements qui interviendront seront dus pour une grande part non au passage à STATPOP en tant que tel, mais à l'évolution de la population au cours des onze dernières années.

Le Tableau 28 présente le calendrier du passage aux nouvelles données démographiques pour tous les indicateurs concernés.

Tableau 28 Calendrier du passage à STATPOP

| | Données | 2008-12 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 et suivantes |
|--------------|-------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------------|
| PR | Population résidante moyenne | ESPOP | ESPOP | ESPOP | ESPOP | ESPOP | STATPOP |
| | Année de référence - 6 | ESPOP | ESPOP | ESPOP | ESPOP | STATPOP | STATPOP |
| | Année de référence - 5 | ESPOP | ESPOP | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| | Année de référence - 4 | ESPOP | ESPOP | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| CCG 1 | Population totale | RFP2000 | RFP2000 | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| | Population au dessus de 800m | RFP2000 | RFP2000 | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| CCG 3 | Population totale | RFP2000 | RFP2000 | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| | Pop. habitant des localités de moins de 200 habitants | RFP2000 | RFP2000 | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| CCG 4 | Population résidante permanente | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| CCS A | Indicateur de pauvreté | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| CCS B | Population résidante permanente | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| | Personnes âgées de 80 ans ou plus | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| CCS C | Population résidante permanente | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| | Etrangers | PETRA | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |
| CCS F | Population résidante permanente | ESPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP | STATPOP |

STATPOP Statistique de la population et des ménages (à partir de 2010) □

ESPOP Statistique de l'état annuel de la population (jusqu'à 2010)

PETRA Statistique de la population résidante de nationalité étrangère (jusqu'à 2009)

RFP2000 Recensement fédéral de la population 2000

Annexe 2: rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)

Examen des données de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons. Résultats de l'audit mené auprès de sept administrations fiscales cantonales, juin 2012.

Informations complémentaires sur le rapport du CDF: Michel Huissoud, CDF, vice-directeur Centres de compétences, tél. 031 323 10 35.



Examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons

Résultats des audits de mars 2012 auprès d'une
sélection d'administrations fiscales cantonales

Rapport à l'attention du groupe technique d'assurance-qualité RPT
Version de référence en allemand

Juni 2012

TABLE DES MATIERES

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| TABLE DES ABREVIATIONS | 3 |
| ANNEXES | 3 |
| INTRODUCTION | 4 |
| CONTRÔLE-QUALITE | 5 |
| ARBRE DE DECISION POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS DU CDF | 7 |
| 1 ERREURS CONSTATEES | 8 |
| 1.1 Erreurs systématiques de type 1a et 1b | 8 |
| 1.1.1 Non prise en compte des reports de pertes pour les sociétés non encore taxées | 8 |
| 1.1.2 Annonce d'une société avec un code de statut fiscal cantonal erroné | 8 |
| 1.1.3 Annonce erronée des bénéfices suisses et étrangers | 8 |
| 1.1.4 Non communication des sourciers mixtes non encore taxés | 9 |
| 1.1.5 Non communication d'un cas de rappels d'impôt et des procédures pénales fiscales | 9 |
| 1.1.6 Absence d'annonce de cas de taxation définitive | 9 |
| 1.1.7 Absence d'annonce en raison d'une erreur dans le programme d'extraction NEST | 10 |
| 1.1.8 Absence de communication du fait de la non disponibilité dans le système NEST de données sur la taxation (provisoire ou définitive) | 10 |
| 1.2 Erreur non systématique (type 1c et 1d) | 10 |
| 1.2.1 Potentiel non transmis pour l'indicateur de la fortune des personnes physiques pour les années fiscales 2006 et 2007 | 10 |
| 1.2.2 Absence de livraison liée à une mutation erronée dans le logiciel de perception | 11 |
| 1.2.3 Absence d'annonce en raison d'une erreur de codification | 11 |
| 1.2.4 Absence d'annonce lié à une émission à tort d'un nouveau bordereau d'impôt | 11 |
| 1.2.5 Non communication du bénéfice étranger pour une société à statut fiscal cantonal | 11 |
| 1.2.6 Communication de facteurs provisoires au lieu de données définitives | 11 |
| 1.2.7 Non communication des données du fait d'une migration de données | 12 |
| 1.2.8 Annonce pour un contribuable ne résidant plus dans le canton | 12 |
| 1.2.9 La valeur transmise n'est pas documentée | 12 |
| 1.2.10 Annonce à tort d'une société à statut spécial particulier comme société ordinaire | 12 |
| 1.2.11 Annonce erronée du bénéfice imposable pour une société | 13 |
| 2 DIFFÉRENCES D'INTERPRETATION DES DIRECTIVES | 14 |
| 2.1 Mise en œuvre de la loi sur les impôts fédéraux directs | 14 |
| 2.1.1 Absence de communication de données en raison de la non émission de bordereaux provisoires d'IFD | 14 |
| 2.2 Questions d'interprétations pour les indicateurs RPP et BPM | 15 |
| 2.3 Questions d'interprétation pour l'indicateur BPM | 16 |

TABLE DES ABREVIATIONS

| | |
|--------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ACI | Administration cantonale des impôts |
| AFC | Administration fédérale des contributions |
| AFF | Administration fédérale des finances |
| BPM | Bénéfice des personnes morales |
| CCF | Contrôle cantonal des finances |
| CDF | Contrôle fédéral des finances |
| DFD | Département fédéral des finances |
| FPP | Fortune des personnes physiques |
| GT AQ | Groupe technique d'assurance-qualité RPT |
| IFD | Impôt fédéral direct |
| LCF | Loi sur le contrôle fédéral des finances (RS 614.0) |
| LIFD | Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11) |
| NEST | Neue Software Technologie Gemeinden GmbH, groupe d'entreprises réunissant les sociétés InnoSolv SA, KMS SA et Sesam SA, & application informatique des cantons de AI, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG et UR |
| OPFCC | Ordonnance fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (RS 613.2) |
| PP | Personnes physiques |
| PV | Procès-verbal |
| RPP | Revenu des personnes physiques |
| RPPS | Revenu des personnes physiques assujettis à la source |
| RPT | Péréquation financière et répartition des charges |

ANNEXES

1. Procès-verbal de discussion finale - canton de Bâle-ville (en allemand)
2. Procès-verbal de discussion finale - canton de Genève
3. Procès-verbal de discussion finale - canton de Lucerne (en allemand)
4. Procès-verbal de discussion finale - canton du Tessin (en italien)
5. Procès-verbal de discussion finale - canton de Thurgovie (en allemand)
6. Procès-verbal de discussion finale - canton de Vaud

INTRODUCTION

Selon l'art. 6 al. 1^{er} let. j de la loi sur le contrôle des finances (RS 614.0), le Contrôle fédéral des finances (CDF) procède chaque année à l'analyse des données livrées par les administrations cantonales des impôts (ACI) pour le calcul de la péréquation des ressources.

Sur la base des contrôles menés entre 2008 et 2011, le CDF a modifié son approche d'audit. Depuis cette année, cet examen comprend le suivi des mesures prises par les cantons pour corriger les erreurs identifiées lors de précédents audits du CDF. Sur la base d'une analyse de risques, le CDF limite désormais son contrôle de détail à un ou deux indicateurs. Cette nouvelle approche repose sur l'existence et la mise en œuvre de mesures d'assurance-qualité RPT.

En 2012, le CDF a procédé à l'analyse de **données sélectionnées pour l'année fiscale 2009** relatives aux cantons du Tessin (TI), de Genève (GE), de Vaud (VD), de Bâle ville (BS), de Lucerne (LU) et de Thurgovie (TG). Dans l'hypothèse où les erreurs identifiées revêtaient un caractère systématique, le CDF a étendu ses contrôles aux données des années fiscales 2007 et 2008.

Cette année, le CDF a mis l'accent sur l'indicateur du bénéfice déterminant des personnes morales (BPM). Dans quatre cantons (Bâle ville, Genève, Lucerne, Tessin), ce domaine a fait l'objet de contrôles approfondis, particulièrement s'agissant des données des sociétés à statut particulier non encore taxées à la date d'extraction RPT. Le CDF a examiné les données des personnes physiques dans trois cantons (Lucerne, Thurgovie, Vaud). Dans les cantons de Thurgovie et de Vaud, il a contrôlé les données des indicateurs RPP et FPP. Les données RPP du canton de Lucerne ont été examinées.

Entre le 7 et le 30 mars 2012, l'équipe d'audit RPT a procédé aux examens dans les six cantons concernés. Les auditeurs financiers suivants ont pris part aux contrôles : Daniel Aeby (GE, VD, BS, TG), Grégoire Demaurex (TI, GE, LU) et Jean-Marc Stucki (TI, VD, BS, LU, TG). Markus Künzler s'est chargé du volet informatique des contrôles (analyse de données et opinion sur le Change Management informatique) et a accompagné les auditeurs financiers dans deux cantons (GE, VD). Le soussigné de droite reprend cette année la responsabilité de la révision de Grégoire Demaurex. Le vice-directeur du CDF, Michel Huissoud, assure la supervision de l'audit.

Sur la base des contrôles opérés, le CDF constate la bonne qualité générale des données cantonales de la péréquation des ressources. Les dispositions relatives à la livraison des données des directives de l'Administration fédérale des finances (AFF) sont correctement mises en œuvre. Le CDF relève des erreurs systématiques dans les cantons de Lucerne et du Tessin. Les examens mettent en évidence certains besoins d'interprétation des directives. A l'exception du canton de Genève, les concepts d'assurance-qualité RPT des cantons soumis à audit présentent des potentiels d'amélioration.

Dans chacun des cantons visités, les ACI ont pu prendre position sur les constats du CDF. Les positions des fiscaux cantonaux figurent en annexe aux procès-verbaux concernés.

CONTRÔLE-QUALITE

Mise en œuvre des concepts d'assurance-qualité RPT

Sur les six cantons audités, deux cantons (TI et VD) ne disposent encore d'aucun concept global d'assurance-qualité RPT. Pour les autres, le CDF a décelé des potentiels d'amélioration. Certains contrôles (plausibilité des additions, contrôles de détails,...) sont opérés sans qu'ils ne soient décrits dans les concepts. Les vérifications mises en œuvre par les cantons sont en général insuffisamment documentées.

Mise en œuvre de l'extraction de données selon la directive de l'Administration fédérale des finances du 19 décembre 2008

La collaboration intra-cantonale entre les fonctions métiers et informatiques constitue un facteur de succès pour le bon traitement des données RPT. Toute délégation de responsabilité des référents métiers aux responsables informatiques implique certains risques. Dans le canton du Tessin, les services informatiques ont défini la logique d'extraction des données RPT sans véritable implication des responsables métiers. Ceci a induit plusieurs erreurs de caractère systématique dans l'extraction des données pour l'indicateur BPM.

La traçabilité des facteurs n'est pas partout garantie

Pour une sélection de dossiers, le CDF a comparé les données RPT avec les informations du dossier fiscal. Dans le canton du Tessin, il a constaté l'absence fréquente de traçabilité des facteurs de taxation de l'impôt fédéral direct (IFD). Les exigences formelles de taxation ne sont pas toujours respectées : absence de signature et/ou de date sur la déclaration fiscale ou/et sur le tableau de répartition, non documentation des bases de taxation pour les statuts fiscaux particuliers.

Tout éventuel traitement non conforme à la LIFD du dossier fiscal occasionne en principe une communication incomplète ou inexacte du potentiel RPT. Comme le CDF ne vérifie pas la taxation sous l'angle matériel, il a transmis une liste de dossiers identifiés comme contraires à la LIFD ou potentiellement problématiques à la Division « surveillance cantons » de l'AFC.

Les retards dans le traitement des dossiers fiscaux créent une instabilité dans le système RPT

Tout retard de taxation ou d'établissement de décompte fiscaux entre cantons peut conduire à l'omission de certains potentiels RPT ou une communication incorrecte de ceux-ci. A ce titre, le CDF a relevé des retards de traitement significatifs pour le canton de Vaud. Dans le cadre du suivi des mesures dans le domaine de l'indicateur du revenu des personnes physiques assujetties à la source (RPPS), le CDF a mis en évidence pour ce même canton des retards dans les décomptes des personnes domiciliées dans d'autres cantons. A la date d'extraction RPT, le montant des salaires bruts ainsi non décomptés s'élevait à CHF 204'486'905 francs selon l'ACI. Le CDF relève qu'à ce potentiel livré à double, correspond une absence de potentiel pour les autres cantons concernés.

Utilisation par onze cantons de la solution IT „NEST“

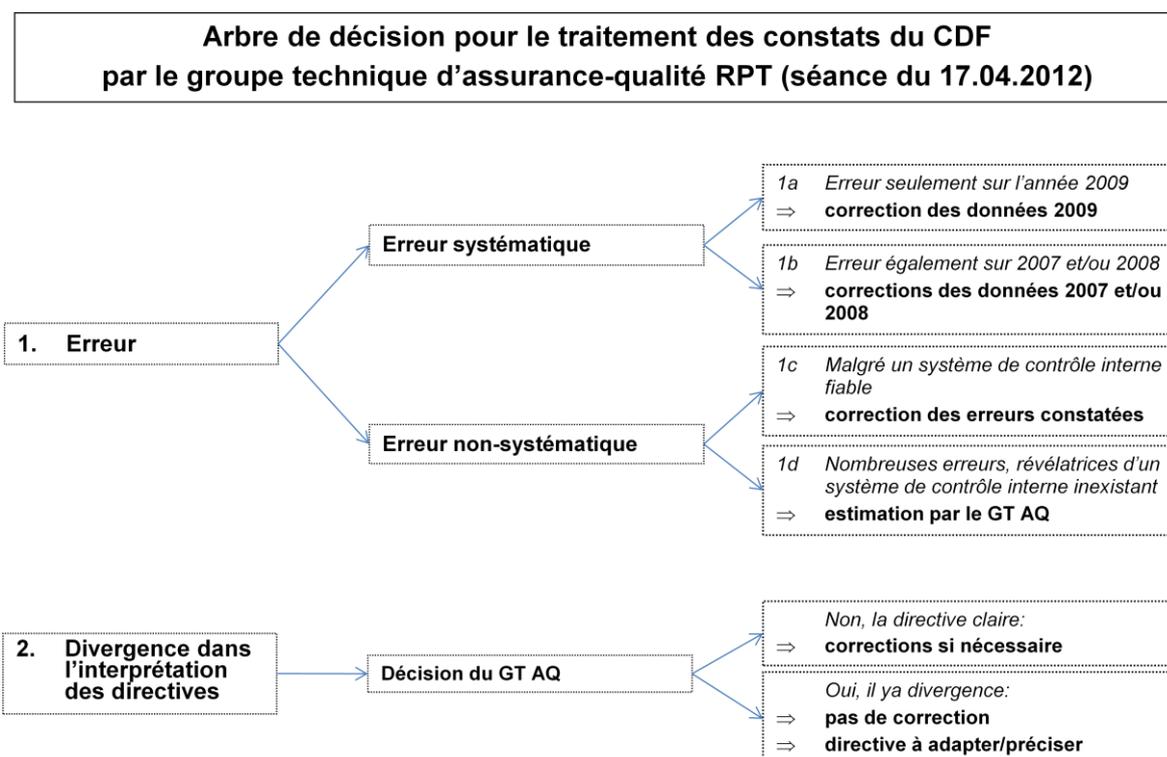
Onze cantons disposent de la même application informatique fiscale, soit la solution NEST¹. Au travers de la société coopérative sous-tendant cette application, les coûts de développement et d'exploitation des logiciels de taxation et de perception sont répartis entre les cantons membres. Le programme d'extraction des données RPT est identique dans les onze cantons. Toute erreur dans celui-ci peut avoir des conséquences significatives pour le système RPT. Malgré le caractère standardisé du programme, le CDF a identifié certaines différences de mise en œuvre dans les cantons. Toutes les natures fiscales n'ont pas été formatées dans NEST, ceci particulièrement s'agissant du module de taxation. Du fait de différences dans la paramétrisation de l'application NEST, notamment dans la définition des statuts de taxation, la qualité de l'information de NEST varie d'un canton à l'autre. Le CDF est d'avis que toute nouvelle version du programme d'extraction des données RPT devrait faire l'objet de tests spécifiques dans chaque canton. L'objectif des tests serait de vérifier que les spécifications de la directive de l'AFF du 19 décembre 2008 sont effectivement et constamment remplies.

¹ Il s'agit des cantons de AI, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG et UR

ARBRE DE DECISION POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS DU CDF

A l'issue des audits menés dans les six cantons, le CDF a classé les cas d'erreurs selon un arbre de décision établi en référence aux dispositions de l'art. 42 al. 1^{er} de l'ordonnance fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC) ainsi qu'aux décisions et propositions du groupe technique d'assurance-qualité à l'attention de la Conférence des directeurs des finances cantonaux.²

Le CDF invite le groupe technique d'assurance-qualité RPT à prendre les décisions nécessaires relatives aux erreurs systématiques et non systématiques ainsi qu'aux questions d'interprétations soulevées ci-après.



² En référence notamment aux erreurs découvertes et corrigées de manière rétroactive pour les cantons de Saint-Gall (exercice 2004), du Jura (exercice 2005) et Vaud (exercices 2006 à 2008).

1 ERREURS CONSTATEES

1.1 Erreurs systématiques de type 1a et 1b

1.1.1 Non prise en compte des reports de pertes pour les sociétés non encore taxées

- ❖ **GE, indicateur BPM:** Des pertes reportées des sociétés à statut fiscal cantonal particulier non encore taxées à la date d'extraction n'ont pas été comptabilisées avec les bénéficiaires imposables de l'année fiscale 2009. Le CDF a identifié quatre cas. Ces erreurs concernent également les années fiscales 2007 et 2008.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Afin de corriger cette erreur, une nouvelle livraison devrait être demandée pour les années 2007, 2008 et 2009.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Le canton n'a pas fait de demande explicite de correction. Le groupe technique renonce ainsi à demander la correction des données 2007 à 2009 de l'indicateur BPM. Le groupe technique a pris note de l'engagement du canton de Genève de garantir une livraison correcte de données à partir de 2010.

1.1.2 Annonce d'une société avec un code de statut fiscal cantonal erroné

- ❖ **GE, indicateur BPM:** Une société non encore taxée a été annoncée à tort avec un code 3 (société de domicile) plutôt qu'avec un code 2 (société holding). Cette erreur est liée à la mention (à tort) d'un tableau de répartition fiscale internationale dans le logiciel de taxation. Le programme d'extraction identifie en effet toute société pour laquelle un tableau de répartition a été produit comme société à statut mixte (code 3).
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Afin de corriger cette erreur, une nouvelle livraison devrait être demandée pour les années 2007, 2008 et 2009.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Idem que pour le pt. 1.1.1. Le groupe technique renonce à demander une correction de données.

1.1.3 Annonce erronée des bénéficiaires suisses et étrangers

- ❖ **TI, indicateur BPM:** En raison d'une erreur dans le programme d'extraction RPT, l'ACI du canton du Tessin a systématiquement produit des montants erronés de bénéficiaires suisses et étrangers pour toutes les sociétés non encore taxées à la date d'extraction RPT. Outre le fait que le caractère parfois incomplet des facteurs de taxation incomplets, la traçabilité des données sur les bénéficiaires suisses et étrangers n'est pas garantie (déclaration d'impôt et/ou tableau de répartition non signé et/ou non daté). Le champ relatif à la réduction pour prise de participation inclut également les réductions en pourcentages d'éventuelles répartitions internationales de sociétés non imposées en Suisse (ex._établissements secondaires).
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Procédure 1d selon l'arbre de décision. Le groupe technique d'assurance-qualité RPT devrait procéder à une estimation du potentiel pour l'indicateur BPM du canton du Tessin, en référence aux années fiscales 2007, 2008 et 2009, à défaut d'une livraison de données corrigées pour les années fiscales concernées conforme aux dispositions de l'art. 42 OPFCC.

- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Le groupe technique préconise de renoncer à toute estimation et de n'exiger une nouvelle livraison de données que pour l'année fiscale 2009.

1.1.4 Non communication des sourciers mixtes non encore taxés

- ❖ **TI, indicateur RPP:** Sur la base des constats 2011 du CDF, l'ACI tessinoise a cessé de communiquer en référence à l'année fiscale 2009 les sourciers mixtes non encore taxés dans l'indicateur RPPS. Elle ne les a cependant pas non plus livrés dans les données de l'indicateur RPP. Dans sa prise de position, l'ACI tessinoise a fait état le 16 mars 2012 de 91 cas de sourciers mixtes pour un montant total de 19,4 millions de salaires bruts non communiqués.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Afin de corriger cette erreur, une nouvelle livraison devrait être demandée pour l'année 2009.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** L'AFC demandera à l'ACI tessinoise de procéder à une livraison complémentaire des revenus bruts 2009 pour les personnes assujetties à la source.

1.1.5 Non communication en cas de rappels d'impôt et de procédures pénales fiscales

- ❖ **BS, indicateur BPM:** Le CDF a identifié un cas de non communication de données RPT liées à un rappel d'impôt. Seuls les montants d'impôts et d'amendes sont disponibles dans NEST. Les facteurs de taxation relatifs aux années fiscales concernées n'y figurent pas. L'ACI du canton de Bâle ville a vérifié la prise en compte des 53 cas de rappels d'impôt et de procédures pénales fiscales identifiés pour les années fiscales 2009-2011 dans la communication RPT 2009. Il a décelé un cas omis pour un montant de bénéfice net imposable de 177'100 francs.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** En l'absence d'impact sur la RPT, le CDF renonce à demander la correction de l'erreur. Le CDF constate cependant que ce problème peut également se produire dans d'autres cantons.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Les cas de rappels d'impôts et de procédures pénales fiscales ne sont pas traités spécifiquement dans les directives de l'AFF. La non communication de ces cas est acceptée. Cette position est notamment justifiée par le fait, qu'à la date d'extraction, des cas non encore taxés (provisoires) n'avaient également pas été livrés.

1.1.6 Absence d'annonce de cas de taxation définitive

- ❖ **LU, indicateur RPP:** Bien que des taxations définitives aient été saisies dans le système NEST à la date d'extraction RPT, celles-ci n'ont pas été transmises. Dans sa prise de position du 2 avril 2012, le canton de Lucerne chiffre l'impact de cette erreur à 1'112'300 francs pour 20 cas.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Une livraison complémentaire du canton de Lucerne est nécessaire.

- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Les cas non communiqués pour l'année fiscale 2009 devront faire l'objet d'une livraison complémentaire.

1.1.7 Absence d'annonce en raison d'une erreur dans le programme d'extraction NEST

- ❖ **LU, indicateur RPP:** Lors de la migration de données des communes sur le système central de l'ACI lucernoise, le champ « territoire » a été renseigné de manière incorrecte. Le programme d'extraction ne tient pas compte des cas pour lesquels les champs « commune » et « territoire » ne diffèrent pas. Dans sa prise de position du 2 avril 2012, le canton de Lucerne chiffre l'erreur à 142 cas et à un montant total de 5'027'700 francs de revenus imposables. L'ACI lucernoise fait état d'une erreur dans le programme d'extraction NEST. Cette erreur devrait être corrigée par le cabinet KMS.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *Une livraison complémentaire du canton de Lucerne est nécessaire.*
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Les cas non communiqués pour l'année fiscale 2009 devront faire l'objet d'une livraison complémentaire.

1.1.8 Absence de communication du fait de la non disponibilité dans le système NEST de données sur la taxation (provisoire ou définitive)

- ❖ **LU, indicateur RPP:** Aucune donnée de taxation (provisoire ou définitive) n'était disponible dans le système NEST à la date d'extraction RPT. Le CDF a constaté que des contribuables inscrits au registre fiscal n'avaient donné lieu à aucune communication de données pour la RPT. Il n'est pas à exclure que des facteurs de taxation pour ces sociétés étaient déjà connus au niveau des communes concernées. L'ACI lucernoise chiffre le nombre de cas concernés à 516.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *L'AFC devrait obtenir de l'ACI du canton de Lucerne la livraison complémentaire des données RPT pour tous les cas non communiqués.*
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** L'ACI du canton de Lucerne devra transmettre la liste des cas non communiqués pour l'année fiscale 2009.

1.2 Erreur non systématique (type 1c et 1d)

1.2.1 Potentiel non transmis pour l'indicateur de la fortune des personnes physiques pour les années fiscales 2006 et 2007

- ❖ **VD, indicateur FPP:** Dans le cadre du suivi des mesures prises par l'ACI, le canton de Vaud avait omis de transmettre des potentiels de fortune de personnes physiques pour les années fiscales 2006, 2007 et 2008. S'agissant des années 2006 et 2007, le canton de Vaud a indiqué qu'aucune correction de données n'était nécessaire du fait que la raison des écarts ne résiderait qu'en une différence de date entre l'extraction initiale et celle du tiers mandaté par l'ACI pour procéder à un examen de contrôle. Selon l'information figurant dans son rapport, les montants de fortune nette non déclarée à la RPT s'élèveraient à 9,9 milliards pour 2006 et 1,6 milliard pour 2007.

- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Procédure 1c selon l'arbre de décision. L'ACI a demandé au canton de Vaud de procéder à une livraison complémentaire de la fortune des personnes physiques 2007 manquantes. Les nouvelles données devront être prises en compte pour la contribution RPT 2013. L'opportunité d'une correction rétroactive pour les contributions RPT 2011 et 2012 doit être examinée. Pour l'année 2006, le CDF suggère que le groupe technique prenne officiellement connaissance des erreurs, mais renonce à toute correction rétroactive.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Le groupe technique prend acte de l'erreur relative à l'année fiscale 2006. L'ACI Vaud doit effectuer une livraison complémentaire pour les données 2007 manquantes.

1.2.2 Absence de livraison liée à une mutation erronée dans le logiciel de perception

- ❖ **VD, indicateur RPP:** Une mutation erronée dans le système de perception en 2008 a empêché la production de facteurs fiscaux pour un contribuable. Aucune donnée RPT n'a été transmise pour celui-ci.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.3 Absence d'annonce en raison d'une erreur de codification

- ❖ **VD, indicateur RPP:** Identifié comme assujetti au forfait dans le registre fiscal, un contribuable a cependant été taxé de manière ordinaire. Ce contribuable n'a pas reçu de facture d'impôt et aucune donnée n'a été communiquée à la RPT.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.4 Absence d'annonce lié à une émission à tort d'un nouveau bordereau d'impôt

- ❖ **VD, indicateur RPP:** Un contribuable résident a été retiré du registre fiscal sans raison apparente. Il a été ensuite requis de transmettre à nouveau ses facteurs fiscaux (comme en cas d'arrivée dans le canton), ce qui a eu pour conséquence de produire une nouvelle facture provisoire d'IFD. En l'absence de données de base pour la perception provisoire d'IFD, aucune donnée RPT n'a été transmise.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.5 Non communication du bénéfice étranger pour une société à statut fiscal cantonal

- ❖ **BS, indicateur BPM:** Pour une société à statut fiscal particulier non encore taxée, pour laquelle l'ACI a déclaré les facteurs provisoires de la déclaration fiscale comme données définitives, le bénéfice étranger n'a pas été communiqué.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.

⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.6 Communication de facteurs provisoires au lieu de données définitives

❖ **LU, indicateur RPP:** Bien que des données de la taxation définitive étaient disponibles à la date d'extraction RPT au niveau des communes, l'ACI lucernoise a néanmoins fourni pour certains contribuables des données de caractère provisoire. Elle justifie cette pratique par le fait que les données de taxation n'avaient pas encore migré ou se trouvaient encore en plein processus de migration. L'ACI n'a pas chiffré le volume de ces cas. Dans le cadre de son échantillonnage, le CDF a identifié deux cas de ce type.

➤ **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *L'AFC devrait obtenir de l'ACI du canton de Lucerne la livraison complémentaire des données RPT pour tous les cas non communiqués.*

⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** L'AFC devrait obtenir de l'ACI du canton de Lucerne la livraison complémentaire des données RPT pour tous les cas non communiqués.

1.2.7 Non communication des données du fait d'une migration de données

❖ **LU, indicateur BPM:** En raison d'une migration de données, aucune communication du bénéficiaire imposable n'a eu lieu pour une société. Le potentiel RPT non livré s'élève à 14'700 francs.

➤ **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.*

⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.8 Annonce pour un contribuable ne résidant plus dans le canton

❖ **TG, indicateur FPP:** Selon EVA (système de taxation) le contribuable a quitté le canton durant l'exercice fiscal. Au moment de saisir le départ dans EVA, les données de la taxation provisoire pour l'année 2009 n'ont pas été corrigées. Le canton a ainsi émis des données erronées pour ce contribuable.

➤ **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.*

⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.9 La valeur transmise n'est pas documentée

❖ **TG, indicateur FPP:** Le montant déclaré comme potentiel de fortune pour un contribuable, soit 970'000 francs, n'a pas pu être réconcilié avec les données d'EVA (système de taxation). Selon l'ACI thurgovienne, il s'agit d'une erreur de saisie effectuée dans le cadre de l'établissement d'une taxation provisoire.

➤ **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.*

⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.10 Annonce à tort d'une société à statut spécial particulier comme société ordinaire

- ❖ **BS, indicateur BPM:** Quelques entreprises ont été communiquées comme sociétés ordinaires pour l'année fiscale 2008, bien que celles-ci aient été taxées comme des sociétés à statut particulier. Selon l'ACI bâloise, environ 100'000 francs de revenu imposable auraient ainsi été livrés en trop pour une société.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.*
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

1.2.11 Annonce erronée du bénéfice imposable pour une société

- ❖ **BS, indicateur BPM:** Pour une société jouissant d'une réduction pour prise de participation de 100%, le bénéfice annoncé pour la RPT n'a pas pu être réconcilié avec le résultat dans NEST (perte). Il s'agirait selon l'ACI d'une erreur de saisie.
- **Proposition de correction de l'erreur du CDF:** *Aucun impact sur la RPT, pas de correction de données.*
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pas de correction.

2 DIFFÉRENCES D'INTERPRÉTATION DES DIRECTIVES

2.1 Mise en œuvre de la loi sur les impôts fédéraux directs

2.1.1 Absence de communication de données en raison de la non émission de bordereaux provisoires d'IFD

- ❖ **TI, indicateur BPM:** Des sociétés avec un code cantonal « 4 » pour les années 2007 et 2008 n'ont pas été annoncés. Le code « 4 » identifie les entreprises en procédure de liquidation. Ces sociétés n'ont pas reçu de bordereaux provisoires d'IFD.
 - ❖ **TI, indicateur BPM:** Les sociétés, pour lesquelles la dernière taxation définitive remonte à plus de quatre ans avant l'année fiscale concernée, n'ont pas fait l'objet de bordereaux provisoires d'IFD.
 - ❖ **TI, indicateur BPM:** Les sociétés, dont le montant d'IFD est inférieur au seuil à partir duquel les bordereaux provisoires d'IFD sont émis, n'ont pas été annoncées.
 - ❖ **GE, indicateur BPM:** Les sociétés, qui pour diverses raisons n'ont pas reçu de bordereaux provisoires d'IFD, n'ont pas fait l'objet d'une communication de données RPT. Cela concerne, par exemple, les sociétés qui ont quitté le territoire du canton en début de période fiscale, celles qui n'ont plus fait l'objet d'une taxation définitive depuis cinq ans, les sociétés en liquidation, ainsi que celles dont le montant du bordereau provisoire d'IFD est inférieur à 300 francs.
 - ❖ **VD indicateur RPP:** Les contribuables décédés en cours d'année fiscale 2009 ne reçoivent aucun bordereau provisoire d'IFD. Les facteurs manquent de ce fait dans le système de perception. Ces données manquent ainsi dans les données RPT.
 - ❖ **VD, indicateur RPP:** Des diplomates, pour lesquels le canton doit annoncer les données à la RPT, n'ont obtenu aucun bordereau provisoire d'IFD. Pour ce cas également, aucune donnée n'est communiquée pour la RPT.
 - ❖ **BS, indicateur BPM:** Dans un cas et en référence aux années fiscales 2008 et 2009, le CDF n'a trouvé ni données provisoires ni données définitives. De ce fait, aucune donnée n'a été transmise pour la RPT.
- En regard des cas précédemment exposés, le CDF constate que si aucun bordereau provisoire d'IFD n'a été émis pour un contribuable non encore taxé, tant l'intégralité du registre que l'exhaustivité des potentiels RPT annoncés ne sont pas garanties. Pour son contrôle d'intégralité, le CDF s'appuie sur la directive de l'AFF du 19 décembre 2008. Celle-ci précise que pour tout contribuable (personne physique ou juridique) enregistré au registre fiscal pour l'année fiscale de référence, une communication RPT doit avoir lieu (éventuellement avec un facteur de zéro).

Ces annonces sont importantes pour permettre une comparaison avec le registre fiscal. Le CDF est d'avis que les cantons devraient procéder, pour les montants d'importance, à une estimation des facteurs fiscaux. Pour les cas moins significatifs, une annonce avec un facteur fiscal de 0 est possible. Cette procédure pragmatique permet au minimum de garantir l'intégralité du registre.

- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Pour les cas susmentionnés, aucune demande complémentaire n'est demandée. Des précisions dans la directive seraient éventuellement utiles, pour éviter les conséquences d'une absence d'intégralité du registre pour la livraison RPT. L'AFC devrait faire une proposition pour une prochaine séance.

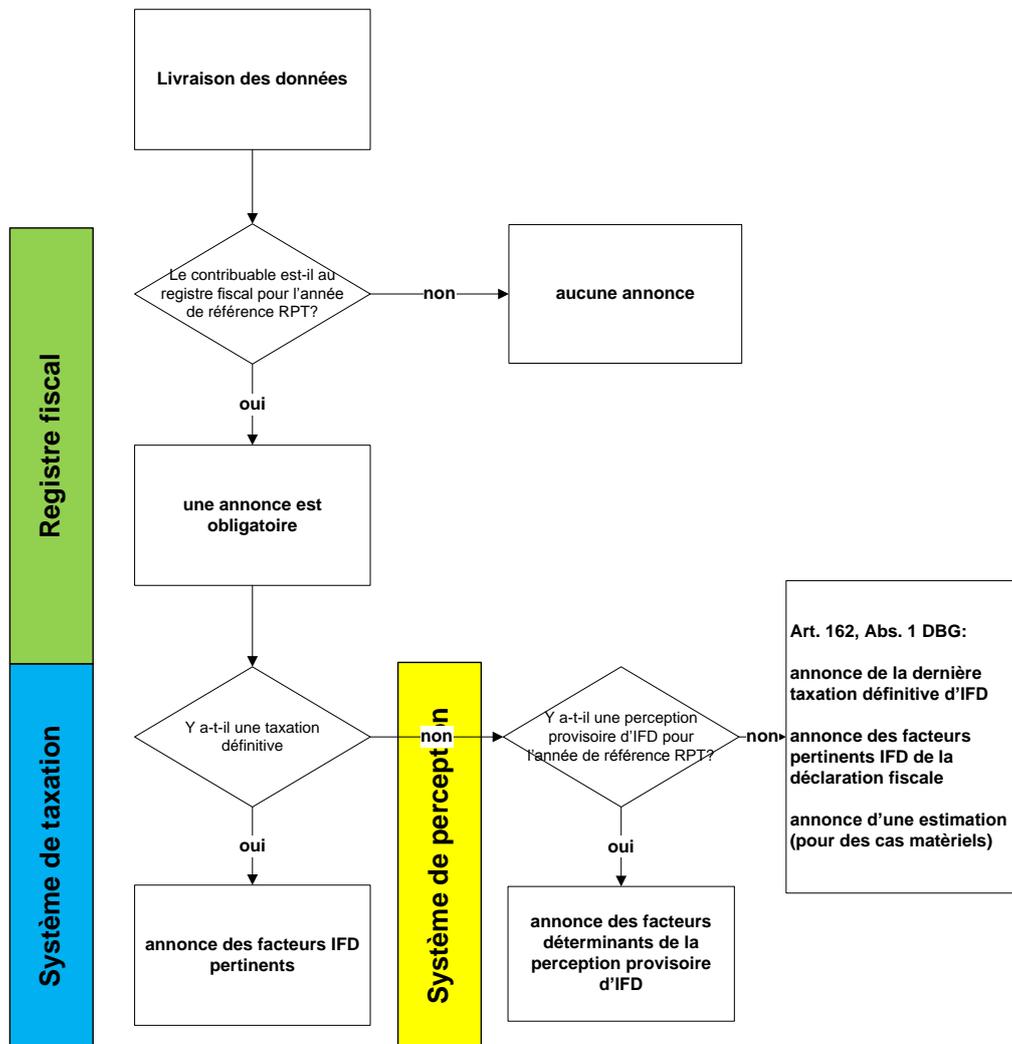


Schéma 1: Logique d'extraction pour les données des indicateurs RPP, FPP et BPM suivant leur caractère définitif, provisoire ou le statut de contribuable non encore taxé

2.2 Questions d'interprétations pour les indicateurs RPP et BPM

- ❖ **LU, indicateurs RPP et BPM:** Bien que l'ACI lucernoise ait saisi les données les plus récentes dans NEST, par exemple sur la base de la déclaration fiscale, le programme d'extraction de NEST fournit néanmoins les facteurs qui servent au calcul du bordereau provisoire d'IFD (statut: „facturé“).

- ❖ **TG, indicateur RPP:** Quoique que des données plus récentes étaient disponibles auprès de l'ACI thurgovienne, par exemple sur la base des déclarations fiscales, les facteurs communiqués sont ceux qui servent au calcul du bordereau provisoire d'IFD,
- En lien avec les cas cités précédemment, le CDF se pose la question d'une éventuelle violation de la directive quand des données plus récentes sont utilisées à la place des facteurs sous-tendant la perception provisoire d'IFD? Cette pratique est-elle au contraire acceptée ?
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Cette question sera traitée lors d'une future séance.

2.3 Questions d'interprétation pour l'indicateur BPM

- ❖ **LU, indicateur BPM:** Pour les sociétés à statut fiscal particulier jouissant d'un établissement dans un(des) autre(s) canton(s) (répartition intercantonale), la question se pose de savoir si le canton de siège doit communiquer l'entier (la partie suisse) des bénéfices CH et des bénéfices étrangers ou seulement la partie qui concerne le canton de siège au niveau cantonal.
- ⇒ **Position du groupe technique d'assurance-qualité RPT:** Tout doit être annoncé par le canton de siège. La répartition intercantonale se fait au travers de l'indicateur de la répartition IFD.

CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES

Michel Huissoud
Vice-directeur

Jean-Marc Stucki
Responsable de révision